LE BOLCHEVIK

Trimestriel
Décembre 2023

N° 234
0,80 €

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE — LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Palestine, quartiers, retraites :



LFI paralyse les luttes



En haut : AFP. En bas : Sipa Press

Paris, 2 décembre : Des milliers de personnes se mobilisent contre le massacre sioniste en Palestine. Le programme républicain pro-impérialiste de Mélenchon (ici à la même manif, entouré de Manon Aubry et Mathilde Panot) conduit à la défaite les luttes des travailleurs et des opprimés.

29 novembre – L'État d'Israël intensifie le nettoyage ethnique à Gaza par l'invasion terrestre et les bombardements meurtriers visant des hôpitaux et toute la population civile, avec le soutien complet des impérialistes, y compris du gouvernement français. La société française est profondément polarisée, avec les populations juive et musulmane les plus nombreuses d'Europe, et une classe ouvrière combative et historiquement propalestinienne. Pendant un mois, le gouvernement avait interdit la plupart des manifestations propalestiniennes, et il continue à pratiquement criminaliser toute expression d'antisionisme, qu'il qualifie d'« antisémitisme » ; même Jean-Luc Mélenchon est visé.

La réaction est à l'offensive sur toute la ligne. Au début de l'année le gouvernement a fait passer une attaque sauvage contre les retraites, malgré des grèves massives et des manifestants dans la rue par millions. Puis les quartiers se sont soulevés contre la terreur raciste des flics après le meurtre de Nahel Merzouk. Aujourd'hui les travailleurs, les familles issues de l'immigration maghrébine descendent dans la rue par dizaines de milliers pour protester contre le massacre des Palestiniens et le soutien du gouvernement à ce massacre. Toute cette énergie est à chaque fois dépensée sans compter, mais la réaction a jusqu'à présent à chaque fois le dessus et se renforce, avec le RN de Le Pen de plus en plus près d'accéder au gouvernement, au fur et à mesure que LR et les macronistes se rapprochent de lui programmatiquement.

La question centrale, c'est qu'à chaque étape les bureaucrates syndicaux et les mélenchonistes paralysent la lutte en la canalisant dans le cadre du républicanisme bourgeois, menant à de nouvelles défaites. La tâche pour les révolutionnaires est de faire exploser le carcan des bureaucrates et de LFI qui ligotent les travailleurs à cette stratégie perdante. La crise profonde dans laquelle est plongée la gauche sous les coups de boutoir des libéraux prosionistes doit être mise à profit pour faire avancer la lutte pour une nouvelle direction révolutionnaire.

Il faut rompre avec le républicanisme de gauche !

L'invasion israélienne de Gaza, ainsi que la montée des attaques contre les Palestiniens en Cisjordanie, ont déstabilisé tout le Moyen-Orient et au-delà. Cela présente un énorme problème de plus pour l'hégémonie de l'impérialisme américain, qui est déjà défiée de toutes parts. En France, la campagne totalement hystérique du gouvernement et de la droite en soutien à Israël est l'expression de leur défense de l'ordre libéral mondial. Israël, une enclave des impérialistes au Moyen-Orient, est une composante clé de cet ordre libéral. L'impérialisme français en déclin, incapable de jouer le moindre rôle indépendant face aux Américains, s'y accroche désespérément après en avoir profité depuis des décennies. Le soutien sans réserve à Israël des capitalistes français, dont les troupes sont chassées d'un pays africain après l'autre, déchaîne la colère des masses des pays arabes, au point que, mi-novembre, une dizaine d'ambassadeurs français au Moyen-Orient et au Maghreb ont adressé une note au gouvernement pour tirer la sonnette d'alarme. C'est dans ce cadre que

Suite page 6



La droite passe à l'offensive

Valerey Hache, AFP

Nice, 1er juillet : Jeunes arrêtés lors de la révolte des quartiers.

Il faut défendre les jeunes des quartiers !

Libération immédiate !

L'article ci-dessous a été publié originellement sous forme de tract, daté du 7 juillet.

Le meurtre de Nahel Merzouk le 27 juin par les flics a provoqué une explosion de colère spontanée et entièrement justifiée, que le gouvernement a fini par mater avec un déploiement de violence inouï. Une armée de 45 000 flics a semé la terreur pendant plusieurs jours dans les quartiers et les centres-ville ; le nombre de nouvelles victimes est inconnu à ce jour, il y a au moins un autre jeune tué par les flics à Marseille. Des hordes de fascistes se sont mises dans plusieurs villes à mener leurs propres opérations terroristes contre les jeunes. La droite, l'extrême droite et les associations de flics rivalisent de déclarations appelant à la guerre civile contre les opprimés. Après la défaite de la bataille pour les retraites, et maintenant celle de la révolte des banlieues, c'est la réaction qui prend l'ascendant.

La tâche urgente pour stopper ce retournement réactionnaire est de mobiliser la classe ouvrière et la gauche pour défendre tous les jeunes contre la vindicte des capitalistes. Plus de 3 600 jeunes ont déjà été arrêtés ; le gouvernement a ordonné la mise en détention systématique de tous ceux que les flics ont réussi à attraper, peu importe de quoi ils sont accusés et quelle sorte de preuves on a fabriquées contre eux. Il y a déjà au moins 380 condamnations à de la prison ferme. L'heure est à organiser des protestations devant les commissariats, les tribunaux et les prisons et à organiser la solidarité avec les jeunes. ***Ils doivent être libérés immédiatement, tous sans exception !*** Nous appelons le mouvement ouvrier et la gauche à financer la défense des jeunes (voir page 4).

Un appel circule depuis le 5 juillet pour la manifestation du 8, « Notre pays est en deuil et en colère », signé par le comité Adama, la France insoumise, la CGT, SUD et le NPA, entre autres. Mais cet appel ne mentionne même pas la libération des jeunes poursuivis. Ces arrestations sont pourtant une menace directe pour la prochaine vague de luttes contre les attaques que mène le gouvernement, qui vise l'emploi, les retraites, le niveau de vie de l'ensemble de la classe ouvrière.

Pourquoi une question aussi anodine, pour un antiraciste quelconque, que de défendre des jeunes des quartiers contre la terreur raciste des flics est-elle à ce point érigée en ligne rouge par le gouvernement et la droite et l'extrême droite, et une partie de la gauche ? Parce que, dans le contexte actuel, c'est remettre en cause le républicanisme, ciment idéologique et fondement moral du capitalisme français depuis plus de cent ans : la loyauté sans restriction à l'ordre bourgeois et ses institutions, la défense des intérêts de l'impérialisme français, la « laïcité » contre les musulmans. Se confronter aux flics, dégrader ou violer la propriété privée, c'est briser le tabou de l'ordre républicain. Que ce soit défendre inconditionnellement ces jeunes, défendre les intérêts de la classe ouvrière ou lutter pour améliorer la situation dans les quartiers, cela exige de rompre avec ce républicanisme.

Toute lutte pour obtenir des concessions sérieuses en faveur des travailleurs implique une lutte acharnée contre la bourgeoisie et son État. On ne peut

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Sacramento Talavera
Réalisation : A. Carcosa
Directeur de publication : Alexis Hen
Diffusion : K. Silver

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000,00 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0925 P11506

Imprimerie : POP,
30 rue Raspail,
93120 La Courneuve



Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

La NUPES écartelée

pas envisager de mettre en place demain des piquets de grève solides si aujourd'hui on ne défend pas les jeunes qui ont osé se révolter contre la terreur policière. Chaque nouvelle vague de répression contre le mouvement ouvrier, ou contre les gilets jaunes, a toujours été préparée par un nouveau tour de vis contre les jeunes des quartiers.

L'appel du 5 juillet déclare : « *Rien ne peut cependant se faire sans un autre partage des richesses, sans lutter contre les inégalités sociales. Rien ne peut se faire sans la lutte contre la pauvreté et la précarité* […]. » L'explosion massive de colère dans les quartiers à la suite du meurtre raciste de Nahel a en effet mis au grand jour la toile de fond de la dégradation des logements, de la précarité de plus en plus généralisée de l'emploi, du démantèlement de l'éducation et des systèmes de santé. C'est pourquoi la lutte contre la discrimination et la ségrégation des minorités opprimées d'origine maghrébine et subsaharienne signifie lutter pour de meilleures conditions de vie et de travail pour la classe ouvrière ***tout entière.*** Et cela ne peut se faire sans s'attaquer aux intérêts les plus fondamentaux des capitalistes.

La NUPES se déchire

L'appel minable « Notre pays » du 5 juillet était néanmoins encore trop radical pour le PCF, qui a refusé de le signer parce qu'il mentionne « *une conception essentiellement répressive de la police* ». Le PCF ressort ainsi la revendication de Roussel aux présidentielles pour l'embauche de 30 000 flics supplémentaires (*L'Humanité*, 5 juillet). Le PS, de son côté, n'a pas pu avaler « *les condamnations sans nuance des forces de l'ordre* » (*Le Monde*, 7 juillet).

La FI de Mélenchon a signé l'appel, mais son programme, tout comme celui du comité Adama, n'est pas fondamentalement différent de celui de Roussel et autres. Ils cherchent tous le moyen de convaincre la bourgeoisie de faire un effort pour les quartiers, dans son propre intérêt, et prônent différents plans de réforme de la police. Ainsi, l'appel demande « *une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement* […] *la création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police* ». Mélenchon est de plus pour la conscription des jeunes dans la police, grâce à laquelle d'après lui « *le racisme et la violence y reculeraient* » (*L'Opinion*, 7 décembre 2020). On se doute que Mélenchon n'avance pas cela en ce moment précis parce que si quelqu'un s'avisait de mettre en œuvre son projet, la révolte reprendrait de plus belle.

Ces plans de « réforme » de la police enchaînent les travailleurs et les opprimés à la bourgeoisie en faisant croire que les flics peuvent être une force impartiale au service de l'ensemble de la population – comme si elle pouvait à la fois servir les exploiteurs capitalistes et les travailleurs et les jeunes.

Mélenchon insiste que le reste de la NUPES n'a aucune raison de dire « *qu'ils ont une divergence fondamentale avec moi* ». Néanmoins, le PS et le PC font un front uni avec Macron, la droite et l'extrême droite contre Mélenchon parce que celui-ci a refusé d'appeler les jeunes à courber l'échine. C'est tout à son honneur, mais cela lui pose un gros problème : d'un côté il est perçu comme le principal pôle d'opposition à la réaction, et il veut jouer ce rôle en effet. De l'autre, la défense des jeunes des banlieues ferait exploser la NUPES et LFI aussi, car elles sont toutes deux fondées sur les « valeurs républicaines ». Défendre inconditionnellement ces jeunes contre la répression, c'est incompatible avec ces « valeurs », c'est l'anathème pour qui veut gouverner le capitalisme français (et c'est ce que veut Mélenchon).

La NUPES et la FI elle-même sont plongées dans une grave crise. Cette situation présente une opportunité pour les révolutionnaires pour faire avancer la défense des jeunes et briser cette alliance de collaboration de classes qui à chaque étape freine la lutte pour les intérêts des travailleurs. C'est le moment de montrer dans la lutte la ***nécessité*** d'un parti révolutionnaire ! Pour cela, il faut pousser à leur paroxysme les contradictions internes de la NUPES et l'opposition entre le républicanisme de toute la gauche et la prétention à prendre le côté des plus démunis, afin de montrer le caractère réactionnaire de la NUPES comme obstacle, dans toutes ses composantes, à la défense des opprimés. Mais c'est une opportunité que Révolution permanente (RP), très engagée dans la défense des jeunes, refuse même de prendre en considération.

Pour un front large en défense des jeunes !

Révolution permanente appelle de façon correcte à bâtir un front large en défense des quartiers et a à juste titre refusé de signer l'appel du comité Adama en s'opposant notamment à sa « *stratégie d'interpellation du gouvernement et de réforme de l'institution policière* » et elle dénonce farouchement les positions chauvines des composantes les plus droitières de la NUPES (PS, PCF). Fort bien.

RP lance aussi l'appel suivant : « *il est urgent d'exiger l'amnistie de l'ensemble des jeunes interpellés, l'abrogation de l'ensemble des lois sécuritaires et racistes ou l'abandon de la loi immigration* ». Nous sommes d'accord. Il faudrait interpeller explicitement la FI pour que ses parlementaires présentent immédiatement de telles résolutions à l'Assemblée – soit ils refusent et montrent ce qu'ils sont, soit la NUPES explosera.

Mais RP ne dénonce pas le républicanisme comme l'obstacle principal, fait passer sous le tapis les tensions qui rongent la FI au lieu de les exacerber et ainsi n'expose pas comment la FI ***paralyse*** la défense des jeunes. Au contraire de cela, RP considère l'appel du 5 juillet comme une « *démarche progressiste* » et elle salue

> « la réaction de secteurs de la gauche comme la France Insoumise qui ont refusé d'appeler "au calme" malgré les pressions de l'État en ce sens, mais aussi le front large d'organisations politiques, syndicales, dont la CGT, et de collectifs qui se sont exprimés en soutien aux quartiers populaires dans un communiqué publié le 5 juillet. Cette prise de position marque une rupture et une avancée par rapport à la situation de 2005. On peut en revanche regretter son caractère tardif et sa logique d'interpellation du gouvernement. »

Ainsi, malgré ses critiques, RP refuse de poser la tâche centrale : pour construire un front large pour défendre les jeunes, il faut combattre l'influence des républicains mélenchonistes et lutter pour une ***direction révolutionnaire***. Le refus de mener un tel combat politique ne peut avoir pour conséquence que de laisser les traîtres à la tête des syndicats et les mélenchonistes, encore une fois, à la direction du mouvement – et ils vont saper aussi la défense de ces jeunes. L'appel de RP à un front large n'a pas pour effet de démasquer le rôle des chefs de la CGT, de la NUPES et des mélenchonistes, mais au contraire de construire leur autorité.

Dans le contexte présent de montée réactionnaire, notre but est toujours de combattre pour unifier la classe ouvrière et la mettre ***à la tête*** de tous les opprimés comme une force ***indépendante*** contre la bourgeoisie et son État. Ainsi, réaliser l'unité des jeunes et de la classe ouvrière se fera seulement sur la base d'une ***rupture*** avec le républicanisme, derrière une avant-garde révolutionnaire. C'est précisément cela que RP refuse de faire.

La lutte pour la libération des jeunes doit aller de pair avec des revendications pour de meilleurs salaires et conditions de travail, pour le même statut pour tous les travailleurs pour combattre la division raciale exercée par les patrons. Elle pourrait ainsi servir d'étincelle pour mobiliser les travailleurs pour stopper la montée de la réaction et faire avancer l'organisation de la classe ouvrière pour les prochaines batailles.

Les bureaucrates syndicaux et les mélenchonistes, au contraire, sabotent

LO, « valeurs de la République » et jeunes des quartiers

Face à la vindicte de l'État capitaliste, le devoir des marxistes est de défendre les jeunes des banlieues qui ont osé se révolter contre la terreur des flics l'été dernier. Il ne s'agit pas d'une obligation morale « humanitaire » mais de se battre pour l'unification de la classe ouvrière sur la base de ses propres intérêts et contre la montée de la réaction.

Mais la défense des jeunes se heurte au tabou républicain du respect de la propriété privée. Lutte ouvrière (LO) est bien consciente que la bourgeoisie utilise les « valeurs de la République » pour mater les travailleurs et les opprimés (voir son article « "Valeurs de la République" : pour couvrir n'importe quoi », *Lutte Ouvrière*, 17 novembre), mais elle capitule elle-même devant ces « valeurs » en refusant de prendre la défense des jeunes ! Dans un article de septembre dernier (*Lutte de classe* n° 234), LO ne cherche ainsi qu'à se démarquer des « *casseurs* » :

> « Qualifier les émeutes de juillet de soulèvement populaire ou de soulèvement de la jeunesse, comme certaines organisations, de Révolution permanente au NPA, qui se refusent à se démarquer des casseurs, est une position spectatrice et suiviste […].
>
> «[…] Si la jeunesse des quartiers populaires ne voit pas d'autre voie pour exprimer sa révolte que de détruire son propre environnement, c'est au fond de notre faute, à nous les travailleurs. Nous faisons tout fonctionner, nous sommes indispensables, mais nous nous comportons comme des esclaves en acceptant de travailler toujours plus pour survivre. Nous n'avons pas su mobiliser toutes nos forces dans la bataille pour empêcher un Macron de nous voler deux ans de notre retraite, nous avons engagé le combat en économisant nos forces. »

« *Nous* » ? Ce sont les bureaucrates républicains traîtres qui se « comportent comme des esclaves » des capitalistes en ayant conduit la lutte pour les retraites à la défaite, et qui refusent, eux aussi, de défendre les jeunes des quartiers. En blâmant les travailleurs eux-mêmes pour la défaite, LO dissimule la trahison des bureaucrates et elle s'aligne aussi derrière eux en dénonçant « *les émeutiers* ». C'est préparer de nouvelles défaites. La rupture avec les « valeurs de la République » impérialiste française est indissociable de la lutte pour une direction révolutionnaire des syndicats. ■

toute confrontation majeure, maintiennent la lutte dans un cadre acceptable pour la bourgeoisie, font respecter les lois antisyndicales, se plient aux réquisitions et cherchent à canaliser les désirs des travailleurs de vaincre Macron et les parasites qu'il sert, vers le parlement et la réforme de l'État capitaliste. Il faut construire dans les syndicats et dans les quartiers des pôles révolutionnaires, basés sur la rupture politique avec le républicanisme mélenchoniste et le réformisme syndicaliste, et organiser des manifestations devant les commissariats et les tribunaux, derrière ces revendications :

*** Libération immédiate de tous les jeunes détenus ! Levée de toutes les inculpations !**

*** Forgeons un parti multiethnique révolutionnaire qui lutte pour un gouvernement ouvrier !**

*** Rompons avec le républicanisme – aucun soutien à Mélenchon ni à la NUPES !**

*** Remplaçons les bureaucrates par une direction révolutionnaire des syndicats – Flics et matons, encadrement, hors des syndicats !**

*** Pour s'attaquer à la crise du logement qui frappe particulièrement les jeunes, il faut immédiatement exproprier les grands propriétaires fonciers et les palaces. Construction massive de logements pas chers et de qualité !**

*** Pour des transports en commun gratuits et fréquents circulant 24h/24 !**

*** Embauche de tous les précaires au plein statut ! Campagne massive de syndicalisation !**

*** Annulation immédiate de toutes les dettes bancaires des petits commerces, des bars et des restaurants, ainsi que celles des étudiants.**

*** Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !** ■



Comité de Défense sociale

Le Comité de défense sociale (CDDS) mène notamment des campagnes financières pour soutenir des grévistes et plus généralement ceux qui luttent contre l'exploitation capitaliste, l'injustice raciste et les déprédations impérialistes. Nous envoyons actuellement un soutien financier régulier à Georges Ibrahim Abdallah et nous avons lancé une campagne de soutien financier aux jeunes des quartiers arrêtés à la suite du meurtre policier de Nahel Merzouk l'été dernier. Leur combat pour la cause palestinienne et contre l'oppression raciste en France sont dans l'intérêt de tous les travailleurs.

Il faut de l'argent pour payer la défense. Nous encourageons nos lecteurs à soutenir le CDDS, soit par un don ponctuel soit par un soutien financier mensuel. Ce n'est pas de la charité mais un acte élémentaire de solidarité. Nous avons besoin de votre aide !

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

Libération immédiate de Georges Ibrahim Abdallah !

Georges Ibrahim Abdallah est maintenant dans sa quarantième année de prison. C'est le prisonnier politique le plus ancien en France et à notre connaissance en Europe. Ce combattant libanais pour les droits des Palestiniens et opposant déterminé de l'impérialisme n'aurait jamais dû passer un seul jour derrière les barreaux, et nous exigeons sa libération immédiate.



Abdallah a été condamné à la prison à vie, soi-disant pour complicité dans le meurtre à Paris en 1982 d'un représentant américain de haut rang (et agent de la CIA) ainsi que du chef des services de renseignements israéliens en France (le Mossad). Il a été condamné sur la base d'un dossier vide et en fait toute l'« affaire Abdallah », d'un bout à l'autre, n'a été qu'une vaste manipulation où les manœuvres secrètes de la diplomatie française au Proche-Orient se mêlent aux campagnes de désinformation des différents services secrets français et aux campagnes continues de l'État américain pour maintenir Abdallah derrière les barreaux (voir *Le Bolchévik* n° 210, décembre 2014, pour un exposé des machinations impérialistes contre Abdallah : https://www.icl-fi.org/francais/lebol/210/abdallah.html).

Le CDDS appelle le mouvement ouvrier et tous partisans de la lutte de classe à soutenir la défense de Georges Ibrahim Abdallah et il revendique sa libération immédiate ! Envoyez vos contributions au CDDS avec la mention « Abdallah ».

Pour écrire à Georges Ibrahim Abdallah :
Monsieur Georges Ibrahim ABDALLAH
2388/A221 CP de Lannemezan
204 rue des Saligues
BP 70166
65307 LANNEMEZAN

Il faut défendre les jeunes des quartiers ! Libération immédiate !

Le CDDS a lancé une campagne de défense des jeunes des quartiers arrêtés à la suite du meurtre de Nahel Merzouk afin de soutenir les frais de la défense judiciaire (voir notre article page 2). Environ 4 500 personnes ont été placées en garde à vue et près de 2 000 ont été condamnées, avec des peines d'emprisonnement moyennes de plus de neuf mois. Une bonne partie des jeunes arrêtés sont des mineurs.

Ils ont toujours besoin de votre aide ! Envoyez vos contributions au CDDS avec la mention « quartiers 2023 ».

Construire le CDDS : Apporter un soutien financier régulier !

Je voudrais soutenir le CDDS.

☐ Je vais vous envoyer ____________ € par mois.

☐ Je vous envoie un don de ____________ €.

☐ Je vous envoie un don de ____________ € avec la mention ____________.

Nom ____________ Prénom ____________

Mail ____________ Tél ____________

Adresse ____________

Code postal ____________ Ville ____________

Envoyez vos dons par chèque à l'ordre du CDDS ou par virement :

FR57 2004 1000 0101 4292 5J02 089
BIC PSSTFRPPPAR

CDDS, BP 10236, 75464 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Mail : cdds-france@hotmail.fr



L.G. Brodaty
Affiche soviétique, 1918 : « Ouvrières, prenez vos fusils ! »

Mexique :
Pour le droit à l'autodéfense
Des fusils pour les femmes !

*Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'un supplément du 19 août d'*El Antiimperialista*, publication du Grupo Espartaquista de México, section mexicaine de la LCI.*

EL ANTIIMPERIALISTA

La situation des femmes au Mexique est tout simplement horrible : violence domestique, viols, disparitions forcées, meurtres. C'est le cas de Milagros Monserrat, poignardée et vidée de son sang jusqu'à la mort dans les rues de León (Guanajuato) en plein jour le 10 août dernier. Les femmes appellent clairement à mettre fin de toute urgence à cette situation. Mais, comment ? Nous appelons à ***des fusils pour les femmes !*** comme revendication immédiate de protection contre la brutalité quotidienne. Armer les femmes aurait un impact direct sur le nombre d'agressions en incitant les agresseurs potentiels à réfléchir à deux fois avant d'agir. Comme on dit : Dieu a créé l'homme et la femme, Samuel Colt les a rendus égaux.

Avec cet appel, nous défions directement le paternalisme machiste qui considère que les femmes doivent dépendre des hommes et de l'État bourgeois pour leur défense. En même temps, il va à l'encontre des stratégies perdantes mises en avant par les féministes et les populistes : des appels à plus de sécurité (ce qui signifie plus de policiers dans les rues), séparation des hommes et des femmes dans les transports et dans les manifestations, implorer le gouvernement de mettre en œuvre des réformes minimales. L'appel à armer les femmes défie le monopole de la violence de l'État capitaliste mexicain – la police, les prisons, l'armée et les tribunaux – qui sert à maintenir le pouvoir et les profits de la classe exploiteuse. L'intérêt de l'État n'est pas de lutter pour la libération des femmes mais de perpétuer l'oppression.

Armer les femmes donnerait une réponse immédiate à l'épidémie d'agressions violentes contre elles, mais ne résoudrait pas le problème. L'écrasante majorité des cas de violence contre les femmes provient de la violence domestique, de la part de leur conjoint et de la famille elle-même. Une arme à feu serait utile dans certains cas, mais ces situations sont complexes et s'y adresser n'implique pas seulement la défense physique contre la violence. Les conditions brutales des femmes au Mexique sont une conséquence directe du retard social du pays causé par l'oppression impérialiste de toute la nation, qui se manifeste le plus clairement dans le retard extrême des zones rurales et les conditions misérables de la paysannerie et des populations autochtones, mais qui englobe également les grandes villes et leur grande inégalité sociale. Pour résoudre non seulement la question de la violence contre les femmes, mais aussi leur oppression en général, il est nécessaire d'élever le niveau de développement social du pays, ce qui signifie retirer des mains des impérialistes les ressources et les infrastructures nécessaires pour le faire. La lutte contre l'oppression des femmes requiert une amélioration massive des services publics : soins de santé gratuits et de qualité, éducation pour tous et toutes, garderies, cantines publiques. Tout cela contribuerait à éliminer l'esclavage domestique auquel les femmes sont condamnées.

Séparer la lutte pour la libération des femmes de la lutte pour l'émancipation sociale et nationale, c'est la condamner à l'échec. C'est précisément ce que met en avant le programme féministe, qui divise la société entre les genres et non entre les classes. Ce programme est un ***obstacle*** à la libération des femmes parce qu'il fragmente l'unité de classe. Seule la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme peut véritablement améliorer la situation des femmes. Si l'on comprend que les luttes pour l'émancipation sociale, nationale et des femmes sont inséparables, il est évident que les travailleurs masculins sont essentiels à la cause des femmes. Il est également clair que cela doit aller dans les deux sens, qu'il faut gagner les hommes à la perspective de ***la pleine émancipation sociale des femmes*** afin de parvenir à l'émancipation sociale et nationale de ces mêmes travailleurs. La lutte pour la libération des femmes ne réussira que sous la bannière communiste. ■

Pour un mouvement communiste pour la libération des femmes !

LFI…

Suite de la page 1

Macron (à la traîne de Biden) a récemment changé un peu de ton en critiquant légèrement les gouvernants sionistes et en appelant à un cessez-le-feu.

La fameuse marche gouvernementale « contre l'antisémitisme » du 12 novembre représentait une tentative pour promouvoir l'unité nationale en France en défense de l'ordre libéral chancelant. Et nous avons été témoins ces dernières semaines de la banqueroute totale de la gauche qui s'est pour la plupart prosternée face à cette provocation du gouvernement, de la droite et des sionistes, une réédition du rassemblement explicitement en soutien inconditionnel de l'État d'Israël du 9 octobre. Il n'est guère surprenant que les sociaux-démocrates, ces gens qui se font appeler « socialistes » et « communistes » aient participé aux manifestations prosionistes, y compris le 12 novembre ensemble avec les bureaucrates de la CFDT et de l'UNSA. Et la moitié de la direction de LFI – notamment François Ruffin, Clémentine Autain, Alexis Corbière, Raquel Garrido entre autres – a rejoint, elle aussi, la nouvelle mascarade depuis Strasbourg.



Collectif DR/Benoit Dupont

Strasbourg, 12 novembre : François Ruffin, Alexis Corbière, Raquel Garrido et Clémentine Autain se joignent à la mascarade macronienne « contre l'antisémitisme » pendant que les sbires des impérialistes occidentaux rasent Gaza.

Il ne faut pas être un grand clerc marxiste pour se rendre compte que, pour les prosionistes à la tête du gouvernement, le « combat contre l'antisémitisme » signifie le soutien au massacre des Palestiniens ainsi qu'aux attaques contre les musulmans ici et la pérennisation de la « guerre contre le terrorisme », la terreur policière dirigée contre les travailleurs et la minorité d'origine arabe en particulier, la poursuite de la chasse aux sorcières contre les quartiers, soumis à « punition collective » pour s'être révoltés en juin dernier. C'est pourquoi la lutte pour la défense des Palestiniens à Gaza et la lutte pour défendre les minorités ici et centralement les musulmans d'origine arabe et berbère sont inextricablement liées.

Il est évident que les Roussel, les Faure et les bureaucrates syndicaux prosionistes n'ont pas leur place dans le mouvement ouvrier. Les militants du PCF et des syndicats en particulier qui veulent se battre pour la libération palestinienne et combattre les ravages de l'impérialisme français doivent chasser ces traîtres de leurs rangs.

La guerre à Gaza marque un tournant dans la politique intérieure française : le RN lepéniste, héritier direct du pétainisme et de l'antisémitisme bourgeois traditionnel, et en même temps aussi du racisme anti-arabe de l'OAS « Algérie française », a été intronisé officiellement dans l'« arc républicain » par la macronie et tous les participants aux marches du 12 novembre, alors que LFI en a été officiellement exclue (à son corps défendant). Le PS et le PCF, coincés par le cadeau empoisonné que leur faisait ainsi Macron d'isoler leur rival « insoumis », ont scié eux-mêmes la branche sur laquelle ils étaient assis depuis 40 ans. Pendant tout ce temps, ils avaient agité l'épouvantail lepéniste pour induire les gens à voter pour le « moindre mal » disponible, notamment Chirac et Macron, en faisant croire que ce « front républicain » constituait un rempart contre l'extrême droite, le racisme et l'antisémitisme. À chaque étape, ils ont par leurs trahisons et leurs propres mesures racistes démoralisé les travailleurs et contribué à la progression de la réaction et de l'extrême droite dans ce pays.

Quant à Mélenchon, il a protesté contre l'obscénité de la manifestation du 12 novembre, mais c'était pour se revendiquer lui aussi de cet « arc républicain ». Les « valeurs républicaines » sont l'idéologie officielle de l'impérialisme français, c'est-à-dire l'exploitation débridée des travailleurs et des peuples partout où sévit le capital financier des monopoles français, l'oppression des Arabes à Gaza mais aussi dans le 9-3 et les quartiers Nord de Marseille, et l'antisémitisme par-dessus le marché. Et le tout enveloppé dans des envolées lyriques sur « le pays des droits de l'homme », « la laïcité », etc.

Mélenchon cherche à s'ériger en aile gauche du républicanisme en prônant des mesures sociales. Il a par exemple cherché à prendre la tête de la lutte pour les retraites au début de l'année. Mais si la bataille pour les retraites a montré une chose, c'est que l'impérialisme français en déclin doit s'attaquer à tous les acquis de la classe ouvrière. Il ne peut pas y avoir d'amélioration graduelle et constante du niveau de vie des travailleurs dans le cadre du capitalisme. Qu'il s'agisse des besoins des travailleurs et des opprimés en France, ou de stopper le soutien de « nos » impérialistes au nettoyage ethnique sioniste à Gaza, il faut déchaîner le pouvoir de la classe ouvrière comme une force ***indépendante*** pour ***vaincre*** la bourgeoisie.

Mais c'est cela l'anathème pour les républicains, quelles que soient leurs phrases de gauche. C'est précisément l'adhésion de la gauche aux « valeurs républicaines » qui paralyse la classe ouvrière en l'enchaînant à la bourgeoisie et favorise ainsi la montée de la réaction. En cela les libéraux du PS et du PC à la tête du mouvement ouvrier, mais aussi les « républicains » mélenchonistes, pavent la voie le plus sûrement au populisme raciste d'extrême droite. Il faut briser ce cycle infernal en construisant une opposition ***communiste*** à l'extrême droite.

LFI avec un pied dans chaque camp

Jean-Luc Mélenchon se présente en principale figure d'opposition au massacre sioniste et à son soutien par le gouvernement. Pour cette raison, la droite a lancé une campagne diffamatoire en l'accusant d'antisémitisme. Cette campagne vise toute la gauche qui oserait prendre parti pour la cause palestinienne, et c'est pourquoi la gauche doit se mobiliser contre la chasse aux sorcières visant notamment le NPA et les mélenchonistes. Mais, tant par son programme que par sa nature de classe, la France insoumise est totalement hostile à l'action anti-impérialiste indépendante de la part des travailleurs. En effet, tout son programme se base sur la prétention réactionnaire de concilier les intérêts des impérialistes avec ceux des travailleurs et des opprimés (« *l'unité du peuple français est en jeu* », insistait Mélenchon dans son blog du 15 novembre).

Accusé injustement de se placer en dehors de « l'arc républicain », il ne fait qu'appeler à la non-violence, à un cessez-le-feu, au respect des résolutions de l'ONU et à un retour à « *la position historique de la diplomatie française* » soi-disant pour « *la paix et la sécurité* ». De quelle « *position historique* » parle-t-il ? Du pillage et des massacres coloniaux en Indochine et en Algérie ? Du mandat colonial sanglant sur le Liban et la Syrie ? Pour servir leurs intérêts, les capitalistes français ont joué un rôle central dans tout le chaos sanglant du Moyen-Orient pendant bien plus d'un siècle, où ils commirent massacre sur massacre. Ils ont cherché activement à dresser les différentes communautés de la région les unes contre les autres et ils ont jeté ainsi les bases pour les bains de sang intercommunautaires qui s'y produisent régulièrement. C'étaient les impérialistes occidentaux, dont l'impérialisme français, qui en 1947 se mirent d'accord (avec la complicité de Staline), pour créer un État juif en Palestine, après avoir permis l'installation de centaines de milliers de colons fuyant le génocide nazi et qui s'étaient vu fermer les portes des pays impérialistes. Ensuite, pendant vingt ans la France a été le principal fournisseur d'armes d'Israël, contribuant y compris de façon décisive à son programme nucléaire. Puis Mitterrand avait aidé à superviser l'expulsion de l'OLP du Liban après l'attaque sioniste de 1982. Toute l'histoire de la France capitaliste, c'est de piller et d'opprimer d'autres peuples.

Mélenchon prône simplement un retour à une époque où la France poursuivait ses propres intérêts d'une façon un peu plus autonome par rapport aux États-Unis. L'impérialisme français, en dépit de son déclin, continue de vouloir jouer un rôle dans la région, et il ne peut en jouer un qu'au détriment des peuples de la région car telle est la nature de l'impérialisme.

Si Mélenchon refuse de qualifier le Hamas de « terroriste », c'est dans le cadre du « droit international ». Il ne veut pas donner carte blanche à l'État d'Israël pour continuer le massacre au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Admettons. Mais la seule issue possible dans le cadre de son programme pro-impérialiste, c'est d'appeler à ce que la Cour pénale internationale se saisisse du dossier en présentant des accusations contre le Hamas et le gouvernement israélien pour crimes de guerre. Quoi de plus illusoire que de penser qu'une agence des impérialistes, les principaux ennemis des opprimés au Moyen-Orient et partout dans le monde, pourrait rendre justice contre les sbires des impérialistes eux-mêmes ! Quant au Hamas, ce n'est pas à ces mêmes criminels impérialistes de le juger. Qu'une telle perspective, entièrement dans le cadre des institutions impérialistes, soit stigmatisée en étant qualifiée d'« antisémitisme » et même d'« apologie du terrorisme » donne une mesure du climat d'hystérie réactionnaire actuel.

Mais ce n'est pas seulement le gouvernement et la droite qui font un scandale face aux propos lénifiants de Mélenchon. Il est aussi vilipendé quotidiennement sur la question de l'antisémitisme par ses propres partenaires de la NUPES (encore une fois Roussel, Faure, Yannick Jadot des verts), prosternés comme ils le sont devant le gouvernement. Même au sein de LFI, Mélenchon va trop loin pour certains dirigeants comme François Ruffin, Clémentine Autain ou Alexis Corbière, qui ont eux aussi capitulé sur toute la ligne devant l'hystérie prosioniste.

Le massacre sioniste à Gaza semble avoir enfoncé le dernier clou dans le cercueil de la NUPES, qui apparem-

ment n'existe plus sauf sur d'anciennes affiches. Et il est symptomatique que ce soient les éléments les plus droitiers, dirigeants du PS et du PCF, qui ont rompu l'unité. Mais pour les insoumis aussi, dont le seul but est de diriger l'État capitaliste français, préserver une certaine crédibilité aux yeux des capitalistes est mille fois plus important que le sort du peuple palestinien. LFI elle-même est au bord de l'implosion. Voici la contradiction des mélenchonistes : ils prétendent prendre le côté des travailleurs et des opprimés, tout en prônant un illusoire rôle « autonome », « pacifique » et « social » pour l'impérialisme français.

Dans le contexte actuel, essayer de balayer ces contradictions sous le tapis, c'est trahir les aspirations du peuple palestinien à la libération. Mélenchon se veut le champion de la cause palestinienne et du combat antiraciste, et déclare que « *les insoumis ne sont pas les supplétifs de l'impérialisme* ». Très bien, que les députés mélenchonistes de LFI présentent immédiatement à l'Assemblée un texte interdisant l'envoi d'armes et de composants à Israël et à l'Ukraine, ainsi qu'une loi d'amnistie pour les centaines de jeunes des quartiers qui dépérissent toujours en prison ! Soit ils le font et LFI explose, soit ils ne le font pas et ils révèlent qu'ils sont les supplétifs de l'impérialisme.

Stratégie républicaine contre stratégie prolétarienne

Car les mélenchonistes, ainsi que les bureaucrates CGT, sont l'obstacle central à une perspective ouvrière anti-impérialiste. Que ce soit Sophie Binet, Céline Verzeletti (représentante « syndicale » des matons !), ou le « gauchiste » Olivier Mateu, ils refusent ***tous*** de s'engager dans l'action syndicale concrète contre l'impérialisme français. Pourquoi ? Parce que leur point de départ, tout comme celui des mélenchonistes, c'est de soutenir l'impérialisme français et sa compétitivité en prônant une plus grande autonomie « pacifiste » face aux Américains (ils invoquent à ce titre le fantôme de De Gaulle et Chirac). Émettre des manifestes humanitaires, poster sur X, marcher de République à Nation, ça passe. Mais l'idée même que la classe ouvrière pourrait ***imposer*** sa volonté aux capitalistes, par contre, c'est tabou pour les bureaucrates autant que pour LFI. C'est pourquoi la lutte pour des actions syndicales anti-impérialistes doit aller de pair avec la lutte pour chasser ces bureaucrates pro-impérialistes.

L'appel minable à la manif propalestinienne du 22 octobre, signé par la CGT, LFI, le NPA (Besancenot/Poutou), Solidaires et une panoplie d'ONG suppliait : « *Nous demandons d'urgence au président de la République de cesser son soutien inconditionnel à la politique israélienne. La France devrait porter la voix de la paix.* » Semaine après semaine, les mélenchonistes et les bureaucrates appellent à manifester pour maintenir la pression sur le gouvernement sur cette base.

On ne peut pas se battre contre l'impérialisme en acceptant le cadre du système impérialiste lui-même. Ceux qui veulent se battre pour la Palestine doivent abandonner toute illusion dans les gouvernements impérialistes « démocratiques », l'ONU – ce nid de brigands impérialistes – et les autres institutions de la « communauté internationale » comme la Cour pénale internationale, à laquelle appelle Mélenchon pour mettre sur un pied d'égalité le Hamas et Nétanyahou. Tout cessez-le-feu concocté par les impérialistes et leurs agences ne serait qu'une brève pause dans le massacre ; tout accord de paix parrainé par ces bandits n'aura pour conséquence que la perpétuation de l'oppression des Palestiniens. Ce n'est pas en suppliant Macron et les siens de changer de cap qu'on va aider les masses palestiniennes. Ce qu'il faut, ce sont des ***actions ouvrières contre l'impérialisme !*** Une solution juste et durable au Moyen-Orient a nécessairement pour prémisse fondamentale de chasser les impérialistes.

Le mouvement ouvrier est la seule force capable de vaincre la politique meurtrière des impérialistes et de prendre des vraies mesures pour stopper le massacre en cours. Sans doute, les syndicats doivent agir concrètement pour arrêter les envois d'armes à Israël. Tout le monde dans la gauche est d'accord là-dessus, et pourtant rien ne se passe car même si de nos jours la France ne compte pas pour grand-chose en ce qui concerne l'approvisionnement militaire aux sionistes, c'est une ligne rouge pour l'impérialisme français, que les bureaucrates n'osent pas franchir. Mais pour frapper les impérialistes là où ça fait le plus mal, ***il faut arrêter l'envoi d'armes à l'Ukraine aussi !*** Cela va directement à l'encontre du programme de la CGT et de LFI qui, dans cette guerre réactionnaire des deux côtés, soutiennent les efforts de l'OTAN et de l'UE pour maintenir l'Ukraine asservie, face aux oligarques russes qui veulent l'asservir eux-mêmes. (Pour un exposé complet de notre ligne là-dessus, voir *Spartacist* édition en français n° 45, novembre 2022.)

Les syndicats doivent exiger le retrait de toutes les troupes françaises du Moyen-Orient, y compris des 650 « casques bleus » français à la frontière Sud du Liban qui surveillent le Hezbollah ; Mélenchon au contraire soutient ouvertement la présence de ces troupes impérialistes pour « *peser* » dans la région (blog du 15 novembre). Il faut stopper le déploiement de navires français et de troupes françaises sous couvert « humanitaire ».

Une contre-offensive de la classe ouvrière pour renverser la vapeur après la défaite des retraites et pour défendre les jeunes des quartiers, voilà ce que le mouvement ouvrier français peut faire de mieux pour affaiblir l'impérialisme français et donc venir en aide aux Palestiniens opprimés. Pendant que les bureaucrates et Mélenchon s'occupent de rédiger des déclarations appelant à la *pax imperialis*, le gouvernement s'empresse de durcir l'oppression des minorités ici, à commencer par les musulmans de France. Ainsi, Elisabeth Borne a annoncé fin octobre tout un paquet de mesures répressives contre de futures révoltes dans les quartiers, y compris l'augmentation des pouvoirs de la police municipale, des amendes accrues et la responsabilité financière des parents pour tout dégât occasionné. Les bureaucrates tout comme LFI se sont refusés à faire quoi que ce soit en défense des jeunes des quartiers parce que se confronter aux flics, dégrader ou violer la propriété privée, c'est briser le tabou de l'ordre républicain.

Quelques jours après, le Sénat a adopté la « loi immigration » soutenue par le gouvernement et la droite tout entière, un texte absolument raciste qui assouplit les conditions pour la déportation, durcit celles du regroupement familial, élimine l'Aide médicale d'État, etc. Et encore une fois, ni LFI ni CGT ne feront rien de concret contre cette loi parce que l'unification de la classe ouvrière dans la lutte pour ses propres intérêts représenterait une menace pour l'ordre républicain.

Une grève solide au port de Marseille, à CDG, chez Thales, Dassault Aviation ou Fret SNCF contre la « loi immigration », contre la répression dans les quartiers et contre le soutien au nettoyage ethnique par « nos » impérialistes – voilà qui aiderait la Palestine, les travailleurs et les minorités ici mille fois plus qu'un million de déclarations « humanitaires » et républicaines. On voit comment à chaque étape le programme des bureaucrates et des mélenchonistes représente l'obstacle pour faire avancer en quoi que ce soit les intérêts des travailleurs.

Construisons un pôle anti-impérialiste !

Les révolutionnaires et les militants pour la libération palestinienne doivent rejeter cette idéologie républicaine chauvine qui les ligote à l'ennemi de classe ; voilà ce que cela signifie de lutter pour construire un pôle anti-impérialiste contre les dirigeants en place. ***Aucune unité avec ceux qui soutiennent l'impérialisme !*** Il faut rompre la chaîne syphilitique qui relie les travailleurs aux assassins du peuple palestinien à travers Macron, Roussel et Mélenchon.

C'est la capitulation devant les sionistes et les impérialistes par les sociaux-démocrates, les bureaucrates et les mélenchonistes qui divise la classe ouvrière. Il en va de même avec les militants de gauche qui soutiennent les bouchers du Hamas qui s'attaquent aux civils juifs, avec les organisations de la gauche qui refusent de reconnaître le droit des Juifs israéliens à vivre ***en tant que nation***. La défense de ce droit est la seule manière de faire exploser la forteresse sioniste de l'intérieur. Il n'y aura pas de paix juste tant que les Palestiniens resteront opprimés. Et ils continueront à l'être tant que l'État sioniste existera. La clé, c'est d'enfoncer un coin entre le peuple israélien et l'État théocratique. L'alliance de la classe ouvrière juive israélienne avec le peuple palestinien contre l'impérialisme et ses sbires sionistes – c'est cette issue révolutionnaire seule qui peut conduire à une paix durable.

Il va sans dire que l'antisémitisme a une longue histoire dans ce pays, et il est bien présent aujourd'hui, à commencer par les élites hypocrites qui nous gouvernent. Mais il est indéniable que les préjugés antijuifs sont répandus aussi parmi la minorité musulmane. Pour les combattre, la clé est de se battre d'ores et déjà pour une direction révolutionnaire du mouvement ouvrier qui cherche à unifier tous les travailleurs contre l'ennemi commun : les impérialistes français.

C'est pour ces positions que les socialistes doivent lutter au sein du mouvement ouvrier et du mouvement pour la libération de la Palestine. Si l'intervention des socialistes en ce moment crucial ne cherche pas à rendre révolutionnaires le mouvement syndical et le mouvement propalestinien, à combattre les dirigeants pro-impérialistes et républicains de ces mouvements et à les remplacer par des marxistes, alors ce ne sont pas des socialistes !

Les abstractions sectaires de LO

Pendant qu'Israël rasait déjà Gaza, LO s'est présentée à la manif propalestinienne du 22 octobre avec une grande banderole : « *Contre l'impérialisme et ses manœuvres, contre Netanyahou et le Hamas, prolétaires de France, de Palestine, d'Israël... unissons-nous !* »

Ils pensent indubitablement qu'ils sont à gauche des divers NPA et de Révolution permanente, car ils n'ont pas capitulé devant les réactionnaires du Hamas. Au lieu de signer des appels à l'intervention impérialiste comme le NPA, LO axe sa propagande contre l'impérialisme. Ils insistent très fortement,

Le Bolchévik nº 233

Juin 2023

Encore une défaite

Tirons les leçons cette fois !





et à juste titre, que l'impérialisme est le principal responsable des maux qui s'abattent sur les peuples du Moyen-Orient (encore que LO vise surtout l'impérialisme britannique historiquement et l'impérialisme américain aujourd'hui, et non « son propre » impérialisme français). Mais alors comment chasser l'impérialisme de la région ? Voici tout ce qu'ils ont à proposer :

> « Plus que jamais, la seule voie pour les peuples est de se donner les moyens d'en finir avec la domination impérialiste, avec les régimes qui en sont les vecteurs, avec les frontières qui les divisent. La seule force pouvant accomplir cette tâche est le prolétariat, s'il passe outre à ses divisions nationales. Le seul moyen d'en finir avec les guerres permanentes et le sous-développement chronique est la révolution prolétarienne, pour aboutir à une fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient et du monde. »
> – *Lutte de classe*, novembre 2023

Oui, lorsque le socialisme aura été établi, le lait et le miel couleront en Terre promise, et dans le reste du monde aussi. C'est très bien de prôner la révolution prolétarienne. Mais, pour les révolutionnaires, toute la question est de savoir comment frayer la voie à la révolution, comment faciliter aux masses l'approche vers la révolution. Maintenant, justement, il n'y a pas de révolution victorieuse ; au contraire, c'est la réaction qui triomphe. La tâche est de trouver le pont permettant de passer de la réaction à la révolution.

La voie pour y parvenir, c'est de faire de la lutte pour l'émancipation nationale palestinienne, c'est-à-dire de la lutte anti-impérialiste et contre l'État sioniste, le levier pour la révolution sociale. Mais LO est incapable de le faire car elle considère que ce serait capituler devant le nationalisme ; elle en vient de ce fait à renvoyer dos à dos, comme le roi Salomon, tous « *les nationalismes bourgeois* » de la région, en dépit de toutes ses analyses sur l'oppression des Palestiniens. En refusant de mettre au centre de la stratégie prolétarienne la lutte pour l'émancipation nationale palestinienne, LO représente en fait un obstacle à la seule manière d'ouvrir la voie à la révolution socialiste dans la région. Pour LO il faudrait juste attendre la Révolution, comme les Juifs attendent le Messie. Et pour cette même raison ***LO est incapable de poser la moindre tâche concrète aux travailleurs ici en France***. LO a beau écrire sur l'impérialisme de façon abstraite, cela n'a rien à voir avec sa pratique au sein des syndicats, où elle garde le silence sur la politique social-impérialiste des dirigeants.

Le sectarisme de LO fait d'elle une cible facile pour un groupe comme Révolution permanente, qui insiste sur la centralité de la lutte pour la libération palestinienne pour toute stratégie révolutionnaire dans la région. En effet, le noyau de la révolution permanente trotskyste n'est pas d'opposer la lutte pour la libération nationale et la lutte pour le socialisme, mais de ***les fusionner***. C'est précisément parce que les nationalistes palestiniens – que ce soit le Hamas islamiste ou les laïcs du Fatah – sont incapables de mettre en œuvre une telle perspective, à laquelle ils sont totalement opposés, que seule une direction communiste peut dans ces pays résoudre le problème national de façon juste et démocratique.

RP refuse de rompre l'unité avec les sociaux-impérialistes

Et c'est précisément cette question clé, la nécessité d'une direction révolutionnaire tant de la lutte pour la libération nationale en Palestine que du mouvement ouvrier et du mouvement propalestinien en France, que Révolution permanente rejette. RP appelle correctement à la solidarité active « *sur le terrain de la lutte des classes* » (édito, 24 octobre) et critique « *la réaction plus que timorée des directions syndicales, et notamment de la CGT* ». Ils appellent à « *une stratégie ouvrière et révolutionnaire pour la libération nationale de la Palestine* » (11 octobre). RP commence maintenant à faire quelques critiques des mélenchonistes sur le Moyen-Orient, et polémique aussi de façon généralement correcte contre les abstractions sectaires de LO. Néanmoins, ce n'est pas sur la base de ces positions sur internet que RP se bat au sein des syndicats et lors des manifs. RP ne cherche pas à surmonter les obstacles à la lutte anti-impérialiste prolétarienne, pour une rupture avec les bureaucrates et les mélenchonistes pro-impérialistes, alors que c'est par là qu'il faut commencer si on veut pousser à des actions anti-impérialistes.

Autant que nous le sachions, RP a refusé de signer les différents appels sociaux-impérialistes aux manifs pro-palestiniennes. Mais ils se félicitent tout de même que la signature par la CGT de l'appel piteux à la manif pro-palestinienne du 22 octobre « *a constitué une avancée indéniable* », et ils se lamentent seulement que « *la présence de la CGT a été réduite au strict minimum* ». Refusant de signaler le principal obstacle à toute perspective anti-impérialiste dans les syndicats – c'est-à-dire les dirigeants pro-impérialistes –, RP exhorte Sophie Binet et compagnie : « *plus que jamais, la direction de la CGT doit rompre avec le "dialogue social", construire la riposte contre Macron, et faire de la Palestine un enjeu plus général de notre classe* ». Aucune politique ouvrière indépendante ne viendra des bureaucrates pour qui le pouvoir des capitalistes est une loi de la nature au même titre que les lois du mouvement de Newton. De donner à entendre l'opposé, c'est dissimuler leur rôle en tant qu'agents du capital au sein du mouvement ouvrier et renforcer leur contrôle des organisations ouvrières. Ce n'est pas en les exhortant à agir, mais seulement en luttant pour construire des pôles anti-impérialistes dans les syndicats ***dans la perspective de remplacer les bureaucrates*** qu'il sera possible même de faire pression sur eux.

RP applique la même méthode par rapport au Hamas en tant que direction actuelle. RP a certes multiplié les critiques envers le Hamas, après avoir eu une « réaction plus que timorée » face aux actions criminelles des islamistes (voir notre déclaration du 10 octobre en page 16, qui polémique contre Left Voice, les camarades américains de RP, qui ont eu la même ligne). Mais le contenu de notre polémique il y a bientôt deux mois reste complètement vrai ici : rien de ce que RP et ses camarades écrivent ne cherche à briser l'emprise des nationalistes ou des islamistes sur la lutte pour la libération palestinienne. Ainsi, ils déclarent tout à fait correctement que la stratégie du Hamas « *est incapable de permettre la conquête d'une réelle autodétermination palestinienne* ». Mais ils en concluent néanmoins : « *Qu'on le veuille ou non, le Hamas n'est pas Daesh et il s'agit, sur le plan militaire, de la principale organisation de la résistance nationale palestinienne à l'État d'Israël et à son tuteur étatsunien* » (polémique contre LO et NPA-C, 30 octobre).

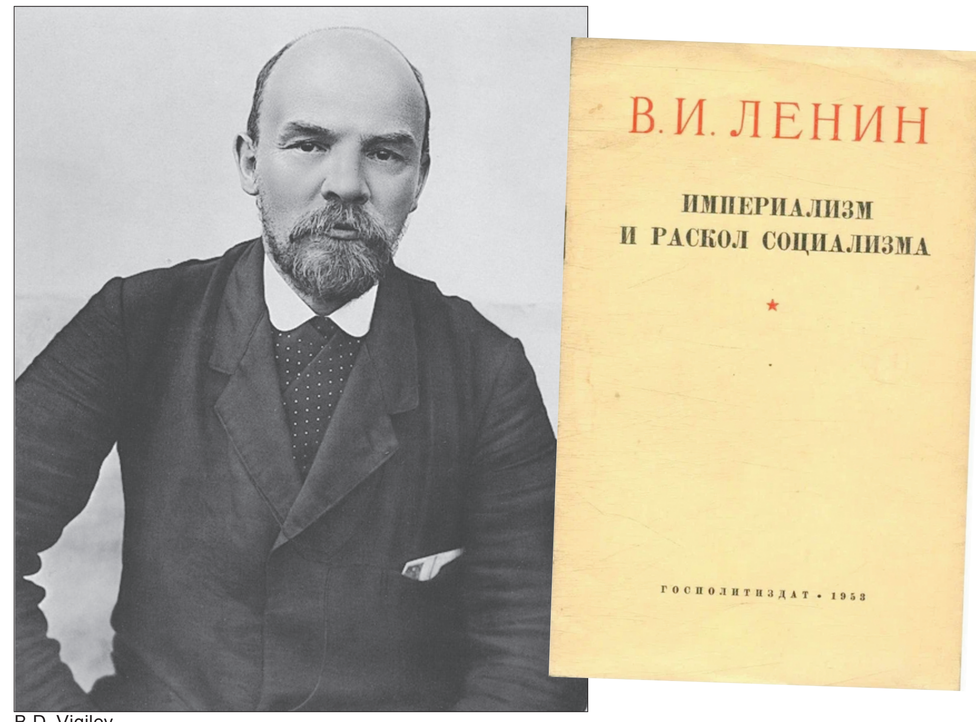
Que le Hamas est aujourd'hui à la tête de la résistance palestinienne est un simple constat. Mais alors quelle est la tâche des révolutionnaires ? RP peut faire de belles déclarations sur internet mais aucun des mots d'ordre ou des discours de RP dans les manifs propalestiniennes n'a pour but de montrer aux militants que le Hamas ***fait obstacle*** à la lutte pour la libération nationale des peuples du Moyen-Orient. Le peuple palestinien a, sans aucun doute, le droit à la lutte armée. Mais une telle lutte, pour qu'elle conduise effectivement à la libération palestinienne, requiert une direction révolutionnaire, trotskyste, capable de la combiner avec la lutte de classe au sein même de l'État sioniste et des pays impérialistes qui le soutiennent. Ne pas poser cela comme la tâche centrale revient à s'adapter aux directions réactionnaires actuelles.

C'est sur la question de la direction que les lignes de LO et de RP convergent, en dépit de leurs divergences sur la centralité de la lutte pour la libération nationale : tandis que RP s'accommode aux directions en place, le sectarisme de LO cède le terrain tant aux bureaucrates et aux mélenchonistes en France qu'au Hamas en Palestine. Au bout du compte, le résultat est le même. RP fait à la fois des critiques envers les pseudo-trotskystes « pablistes » des années 1950-1970 et envers LO, tout en refusant la leçon centrale de la lutte contre les « pablistes » au sein du mouvement trotskyste : ***la nécessité d'une direction communiste du combat anti-impérialiste !*** ■

Lénine et la rupture avec les sociaux-impérialistes

Dans l'état actuel des choses, la scission avec les opportunistes et les chauvins est le premier devoir des révolutionnaires. Ce texte de Lénine, qui est extrait de « L'impérialisme et la scission du socialisme » (1916), paraît avoir été écrit pour aujourd'hui, en substituant à Lloyd George les sociaux-impérialistes Jean-Luc Mélenchon ou Sophie Binet, et à Kautsky (le centriste qui maintenait l'unité avec ce genre de gens) Lutte ouvrière ou Révolution permanente.

***



B.D. Vigilev

D'une part, la tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à transformer une poignée de très riches nations privilégiées en parasites « à perpétuité » vivant sur le corps du reste de l'humanité, à « s'endormir sur les lauriers » de l'exploitation des Noirs, des Indiens, etc., en les maintenant dans la soumission à l'aide du militarisme moderne pourvu d'un excellent matériel d'extermination. D'autre part, la tendance des ***masses***, opprimées plus que par le passé et subissant toutes les affres des guerres impérialistes, à secouer ce joug, à jeter bas la bourgeoisie. C'est dans la lutte entre ces deux tendances que se déroulera désormais inéluctablement l'histoire du mouvement ouvrier. Car la première tendance n'est pas fortuite : elle est économiquement « fondée ». La bourgeoisie a déjà engendré et formé à son service des « partis ouvriers bourgeois » de social-chauvins dans ***tous*** les pays. […]

Sur la base économique indiquée, les institutions politiques du capitalisme moderne – la presse, le Parlement, les syndicats, les congrès, etc. – ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes ***politiques*** correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère ou au comité des industries de guerre, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de « solides » journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et « d'obédience bourgeoise », – voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des « partis ouvriers bourgeois ».

Le mécanisme de la démocratie politique joue dans le même sens. Il n'est pas question, au siècle où nous sommes, de se passer d'élections ; on ne saurait se passer des masses ; or, à l'époque de l'imprimerie et du parlementarisme, on ***ne peut*** entraîner les masses derrière soi sans un système largement ramifié, méthodiquement organisé et solidement outillé de flatteries, de mensonges, d'escroqueries, de jongleries avec des mots populaires à la mode, sans promettre à droite et à gauche toutes sortes de réformes et de bienfaits aux ouvriers, pourvu qu'ils renoncent à la lutte révolutionnaire pour la subversion de la bourgeoisie. Je qualifierais ce système de lloydgeorgisme, du nom d'un des représentants les plus éminents et les plus experts de ce système dans le pays classique du « parti ouvrier bourgeois », le ministre anglais Lloyd George. Brasseur d'affaires bourgeois de premier ordre et vieux flibustier de la politique, orateur populaire, habile à prononcer n'importe quel discours, même rrrévolutionnaire, devant un auditoire ouvrier, et capable de faire accorder de coquettes aumônes aux ouvriers obéissants sous l'aspect de réformes sociales (assurances, etc.), Lloyd George sert à merveille la bourgeoisie ; et il la sert justement ***parmi*** les ouvriers, il propage son influence ***justement*** au sein du prolétariat, là où il est le plus nécessaire et le plus difficile de s'assurer une emprise morale sur les masses. […]

Certains personnages parmi les chefs social-chauvins actuels peuvent revenir au prolétariat. Mais le ***courant*** social-chauvin ou (ce qui est la même chose) opportuniste ne peut ni disparaître, ni « revenir » au prolétariat révolutionnaire. Là où le marxisme est populaire parmi les ouvriers, ce courant politique, ce « parti ouvrier bourgeois », invoquera avec véhémence le nom de Marx. On ne peut le leur interdire, comme on ne peut interdire à une firme commerciale de faire usage de n'importe quelle étiquette, de n'importe quelle enseigne ou publicité. On a toujours vu, au cours de l'histoire, qu'après la mort de chefs révolutionnaires populaires parmi les classes opprimées, les ennemis de ces chefs tentaient d'exploiter leur nom pour duper ces classes.

C'est un fait que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans ***tous*** les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. […] Nous n'avons pas la moindre raison de croire que ces partis puissent disparaître ***avant*** la révolution sociale. Au contraire, plus cette révolution se rapprochera, plus puissamment elle s'embrasera, plus brusques et plus vigoureux seront les tournants et les bonds de son développement, et plus grand sera, dans le mouvement ouvrier, le rôle joué par la poussée du flot révolutionnaire de masse contre le flot opportuniste petit-bourgeois. Le kautskisme ne représente aucun courant indépendant ; il n'a de racines ni dans les masses, ni dans la couche privilégiée passée à la bourgeoisie. Mais le kautskisme est dangereux en ce sens qu'utilisant l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le « parti ouvrier bourgeois », de sauvegarder l'unité du prolétariat avec ce parti et d'accroître ainsi le prestige de ce dernier. Les masses ne suivent plus les social-chauvins déclarés ; Lloyd George a été sifflé en Angleterre dans des réunions ouvrières ; Hyndman a quitté le parti ; les Renaudel et les Scheidemann, les Potressov et les Gvozdev sont protégés par la police. Rien n'est plus dangereux que la défense déguisée des social-chauvins par les kautstkistes.

L'un des sophismes kautstkistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIXe siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une ***minorité du prolétariat***. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre au XIXe siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des ***vieilles*** trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse ***inférieure*** », la majorité véritable ; il en appelle à cette majorité qui ***n'est pas*** contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste !

Nous ne pouvons – et personne ne peut – prévoir quelle est au juste la partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes. Seule la lutte le montrera, seule la révolution socialiste en décidera finalement. Mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les « défenseurs de la patrie » dans la guerre impérialiste ne ***représentent*** qu'une minorité. Et notre devoir, par conséquent, si nous voulons rester des socialistes, est d'aller ***plus bas*** et ***plus profond***, vers les masses véritables : là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte. En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait les intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et l'influence bourgeoise et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes.

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial. ■

Lettre ouverte à Klasse gegen Klasse/RIO

Qu'est-ce qu'une rupture révolutionnaire ?

Nous reproduisons ci-dessous une lettre adressée par nos camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, et parue dans leur journal Spartakist *nº 226, automne 2023, aux camarades allemands de Révolution permanente.*

Chers camarades de Klasse gegen Klasse,

Dans votre article « Construisons une alternative révolutionnaire indépendante à la coalition tricolore [Verts-Libéraux-SPD] et au Linkspartei qui a fait échec pour confronter la droite » (8 octobre), vous écrivez, dans le contexte de la montée de l'AfD : « *La gauche et le mouvement ouvrier.e doivent construire contre cela une force qui lutte pour une rupture révolutionnaire avec le réformisme* […]. » Vous faites cet appel : « *Luttons pour un parti socialiste, internationaliste, révolutionnaire de la classe ouvrièr.e dans la perspective d'un gouvernement ouvrier.e rompant avec le capitalisme.* » Très bien !

La question clé, c'est : ***Qu'est-ce qu'une rupture révolutionnaire ?*** Pendant la Première Guerre mondiale, Lénine avait décrit de la manière suivante la tâche des révolutionnaires :

> « Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial. »
>
> – « L'impérialisme et la scission du socialisme », 1916

Nous devons appliquer cette politique à la question décisive d'aujourd'hui : la guerre en Ukraine et ses conséquences. Les dirigeants de la classe ouvrière dans le SPD, le Linkspartei et les syndicats soutiennent l'Ukraine et la ligne pro-OTAN de la bourgeoisie allemande. Ils constituent un obstacle à la lutte de classe et ils portent la responsabilité pour la montée des réactionnaires de l'AfD, qui est considérée comme la seule force s'opposant au gouvernement et à la guerre. Tout pas en avant pour la classe ouvrière, et aussi la lutte contre la montée de l'AfD, exige de rompre avec les dirigeants pro-OTAN du mouvement ouvrier et avec leur programme. Mais comme au temps de Lénine, c'est la tâche principale des révolutionnaires de démasquer politiquement ceux qui – comme Karl Kautsky à l'époque – se disent marxistes mais veulent maintenir avec des phrases doucereuses de paix et de désarmement l'unité avec les sociaux-chauvins déclarés.

Nous appelons à expulser du mouvement ouvrier les partisans déclarés de l'OTAN. Ce n'est pas encore là une rupture révolutionnaire, mais de lutter pour cela est précisément maintenant indispensable. Au cours de la lutte pour cette mesure élémentaire d'hygiène politique devient clair qui s'y oppose en pratique et est ainsi le véritable obstacle à la lutte pour un parti révolutionnaire. Jusqu'à présent KGK/Revolutionäre Internationalistische Organisation a refusé de faire sienne cette lutte urgente. Mais qui veut sérieusement mener une rupture révolutionnaire avec le Linkspartei, le SPD et la direction procapitaliste des syndicats doit réfléchir aux raisons de votre refus, et les reconsidérer.

Rupture révolutionnaire ou paix avec la direction syndicale ?

Le congrès national de ver-di [syndicat notamment des transports et des cols-blancs] en septembre était pour les communistes une bonne occasion de lutter pour une rupture avec les traîtres pro-OTAN du mouvement ouvrier. À l'approche du congrès vous avez soutenu la campagne de pétition « Dites non ! » qui prenait à juste titre position contre la résolution principale de la direction nationale de ver-di, contre les livraisons d'armes et l'union sacrée des syndicats avec le gouvernement à propos de la guerre en Ukraine. Mais, comme nous l'avons souligné lors de notre intervention dans la manifestation des partisans de « Dites non ! » devant le congrès et dans notre tract « Jetez-les dehors ! » (voir l'article de première page de *Spartakist*), « Dites non ! » poursuivait la stratégie perdante qu'a adoptée l'ensemble de la gauche depuis l'année dernière : c'est-à-dire de maintenir l'unité avec la direction social-chauvine des syndicats.

La tâche fondamentale des communistes dans les syndicats consiste à lutter pour une direction révolutionnaire qui remplace la direction procapitaliste actuelle. On ne peut pas lutter contre les livraisons d'armes, ni contre l'union sacrée, avec ceux qui sont pour et qui mobilisent aussi les travailleurs pour elles. Mais ce sont précisément ces illusions que vous alimentez en soutenant « Dites non ! » ; vous entravez ainsi la lutte élémentaire contre les partisans de l'OTAN dans la direction, alors que c'est la condition nécessaire pour, par exemple, organiser des actions pour stopper les livraisons d'armes, actions que vous préconisez néanmoins.

Vous dites « 100 milliards pour les dépenses sociales au lieu des armes ! » Oui ! Naturellement nous devons lutter contre le budget spécial pour la Bundeswehr, et il faut 100, 200 et plus encore de milliards pour l'éducation des enfants de la classe ouvrière et pour les dépenses sociales ! Mais comment lutter pour cela ? D'énormes investissements dans l'éducation et la santé de la population, il faut les arracher par une dure lutte de classe, en confrontation directe avec les intérêts des capitalistes allemands.

Frank Werneke [chef de ver-di] a déclaré au congrès de ver-di : « *Nous disons tous ensemble non à l'objectif de 2 % de l'OTAN et au programme de 100 milliards d'euros pour la Bundeswehr* », et il se prononce en même temps pour des améliorations sociales pour les travailleurs. C'était une manœuvre de Werneke servant à faire avaler à la base du syndicat le mensonge que l'on pourrait s'opposer au budget militaire des capitalistes et obtenir des améliorations fondamentales avec des dirigeants pro-OTAN comme lui.

Mais on ne peut pas obtenir des améliorations fondamentales ni lutter contre la militarisation en adressant de gentils appels au gouvernement (qui fait justement le contraire) ou aux dirigeants syndicaux (qui ont permis ces attaques depuis un an) ! Mais malheureusement KGK a couvert précisément le rôle de Werneke en soutenant la pétition « Dites non ! », et elle a alimenté encore davantage l'illusion que l'on pourrait lutter ensemble avec lui contre le réarmement. Le journal bourgeois *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (19 septembre) a décrit de façon appropriée, du point de vue de classe des capitalistes, le rôle de Werneke avec ses phrases sur le désarmement : « Le dompteur des révolutionnaires gauchistes. »

Dans les syndicats vous êtes pour « *la construction de fractions révolutionnaires qui construisent une opposition à l'État et au capital avec un programme indépendant pour le mouvement ouvrier.e* ». Sur quelle base sont construites des fractions révolutionnaires ? Précisément en luttant pour chasser la direction actuelle pro-OTAN, ce qui exige une confrontation intransigeante avec tous les conciliateurs.

Voici un bon exemple de ce que vous faites par rapport aux conciliateurs dans les syndicats : Jana Kamischke, secrétaire du comité d'entreprise du HHLA [le principal aconier sur le port de Hambourg] était votre ancre pour vous arrimer dans ver-di sur le port. Il y a eu à l'été 2022 une grève dans les ports d'Allemagne du Nord contre l'inflation ; les dirigeants pro-OTAN ont immédiatement étouffé la grève quand elle a commencé à avoir de l'effet, afin d'éviter une crise plus grave aux capitalistes allemands. Il était nécessaire dans cette situation d'« *expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire* » (Lénine), c'est-à-dire la rupture avec ces dirigeants pro-OTAN, pour faire avancer les intérêts immédiats des travailleurs comme avec une grève victorieuse.

Au lieu de cela, KGK a soutenu la pétition de Kamischke « Contre toute restriction du droit de grève » qui suppliait la direction de daigner faire grève un peu plus longtemps. Cela ne pouvait manifestement nullement servir contre la trahison des revendications justifiées des travailleurs contre l'hydre de l'inflation. Dans la mesure où KGK alimentait les illusions dans la direction actuelle et refusait d'attaquer les dirigeants syndicaux pour leur ligne pro-OTAN, elle a contribué à laisser ces dirigeants bien en selle et elle a répandu l'illusion que l'on pourrait arracher des concessions substantielles dans l'unité avec eux.

Kamischke et ses potes dans la bureaucratie ont alors mené des réunions sur le lieu de travail pour faire avaler la défaite aux travailleurs. Stefan Schneider [l'un des principaux dirigeants de RIO] et Lennart Beeken écrivaient le 12 août : « *En Allemagne on observe des ébauches de démocratie gréviste, par exemple dans les réunions d'entreprise sur les ports l'année dernière* » ; ils donnent ainsi une couverture de gauche à la trahison de la grève des dockers et au rôle de Kamischke dans celle-ci.

Lors du congrès de ver-di, Kamischke a fait des critiques de gauche de Fahimi [cheffe du DGB] et elle a dit que « *c'est maintenant le bon moment pour mener des débats de société qui fassent la critique du capitalisme* » – pour quoi faire ? Tendre la main à Werneke en disant qu'on allait « *trouver une position commune* » contre les attaques des patrons sur les ports. Quelle est votre réponse ? Les révolutionnaires doivent attaquer le rôle de Kamischke en montrant qu'elle fait des compromis et qu'elle a l'air d'être de gauche mais

22 mars 2023

KLASSEGEGENKLASSE
tägliche Nachrichten der revolutionären Linken

Nein zum Krieg! Russische Truppen raus aus der Ukraine! NATO raus aus Osteuropa! Nein zur imperialistischen Aufrüstung!

Für die internationale Einheit der Arbeiter:innenklasse! Für eine unabhängige Politik in

FT-CI

Non à la guerre ! Troupes russes hors d'Ukraine ! OTAN hors d'Europe de l'Est ! Non à l'armement impérialiste !

Elle est où la rupture révolutionnaire ?



Spartakist

À gauche : Mots d'ordre de Klasse gegen Klasse. Ci-dessus : Mots d'ordre similaires arborés au siège de Die Linke.

cherche l'unité avec les droitiers pro-OTAN, ce qui fait obstacle à construire une direction révolutionnaire sur le port. Ceux qui ne font pas cela, il ne leur reste que le rôle de dernier maillon de la chaîne syphilitique.

L'OTAN et la bipolarisation de la gauche sur la guerre

Totalement dans le sillage des impérialistes, les dirigeants centraux du mouvement ouvrier et de la gauche, comme Gysi, ont repris à leur compte la ligne pro-OTAN de la bourgeoisie allemande. Une autre partie, avant tout Sahra Wagenknecht, a certes condamné l'invasion russe comme une « *guerre d'agression contraire au droit international* », faisant écho au gouvernement de coalition, mais elle s'est prononcée contre les livraisons d'armes, les sanctions et la ligne en faveur de l'OTAN. Cela a conduit à une bipolarisation prononcée dans la gauche l'année dernière, une grossière ligne de classe pour ou contre l'OTAN.

De nombreux travailleurs, qui simplement veulent la paix et sont furieux contre le gouvernement et les dirigeants ouvriers traîtres, regardent avec sympathie du côté de Wagenknecht et voient en elle quelqu'un qui se bat pour leurs intérêts et contre la guerre. Évidemment ce n'est pas vrai : sur la base de son programme procapitaliste elle a refusé, malgré sa position contre l'OTAN, de mener le combat politique contre les partisans de l'OTAN.

Que doivent faire les révolutionnaires dans cette situation ? Une rupture révolutionnaire ne passe pas par des proclamations abstraites de « rupture » – il faut combattre pied à pied l'influence du réformisme sur les travailleurs. Pour les léninistes les choses sont claires : d'un côté nous devons montrer aux travailleurs et aux jeunes une voie pour repousser l'offensive pro-OTAN, et de l'autre nous devons mener un dur combat politique contre le programme des pacifistes qui se présentent comme « anti-impérialistes » comme Wagenknecht. C'est exactement dans ce but que nous spartakistes avons déclaré : « ***Chassez les partisans de l'UE/OTAN de la gauche !*** »

C'était surtout une arme politique pour mettre en lumière le fait que le programme des pacifistes anti-OTAN est le plus grand obstacle dans la lutte contre l'impérialisme allemand. Et KGK ? Comme tout le reste de la gauche, KGK a lui aussi refusé de mener cette lutte et s'est au contraire cramponné à l'unité avec les partisans de l'OTAN. Ainsi KGK, malgré toutes ses belles paroles contre l'OTAN, a aidé Ramelow et consorts à mettre en œuvre leur offensive pro-impérialiste. En même temps, KGK a évité la lutte politique et la confrontation avec le programme pacifiste de Wagenknecht.

Alors que la bipolarisation dans le Linkspartei atteignait son point culminant, vers l'époque du congrès du parti à Erfurt en mai 2022, KGK a simplement appelé à démissionner du Linkspartei. ***Sans*** entamer la lutte contre les porte-parole de l'OTAN, ***ni*** une lutte politique contre Wagenknecht et compagnie, un simple appel à « démissionner » est une ligne sectaire, qui ***ne fait rien*** pour approfondir la bipolarisation dans la gauche en allant vers une ligne de réforme contre révolution.

Pour s'abstenir de cette lutte politique, KGK argumentait que Wagenknecht elle aussi est procapitaliste, reprenant souvent à son compte des arguments de la chasse aux sorcières libérale (« complaisante avec Poutine ! », « raciste ! ») de l'aile pro-OTAN. Oui, le programme procapitaliste de Wagenknecht n'offre pas d'issue à la classe ouvrière. Oui, Wagenknecht représente, notamment dans la politique migratoire, un programme social-chauvin – comme la social-démocratie ***tout entière***. Mais au lieu d'utiliser la forte polarisation dans la gauche comme opportunité pour promouvoir dans la lutte la nécessité urgente que les travailleurs se dressent contre les dirigeants pro-OTAN et pour prouver ainsi la faillite du programme pacifiste, et ainsi pousser à une rupture révolutionnaire,... KGK s'est simplement mis sur le côté de façon stérile avec de la phraséologie de gauche. Le résultat, c'est que cela a conduit à ce que Wissler et compagnie puissent mettre en œuvre sans obstacle leur position pro-impérialiste, et d'un autre côté à ne pas toucher à Wagenknecht.

Pour faire avancer les intérêts de la classe ouvrière, il faut rompre l'union sacrée avec les capitalistes. Comme pour les sanctions contre la Russie. Vous dites que vous êtes contre les sanctions. Mais que veut dire la lutte contre les sanctions ***de façon concrète*** ? Nous disons : Faites entrer le pétrole et le gaz russe ! La classe ouvrière doit saisir Nord Stream et toutes les installations sous sanctions et les remettre en route ! Qui se prononce contre les sanctions mais refuse de lutter pour le besoin élémentaire de tous les travailleurs et opprimés d'accéder à du gaz russe pas cher, capitule devant l'hystérie anti-russe et fait ainsi le jeu de l'AfD.

L'essence du libéralisme en Allemagne et le noyau de l'« union sacrée » depuis l'année dernière, c'est la propagande qu'il y aurait une guerre progressiste du côté de l'Ukraine soutenue par l'OTAN. C'est ainsi qu'ont été couverts les intérêts rapaces des impérialistes. Vous affirmez être pour une position « indépendante » de la classe ouvrière et vous argumentez que les communistes doivent lutter dans cette guerre pour que « *les soldat.es sur le front* […] *se tournent* […] *contre leur propre gouvernement au lieu de tuer leurs frères et sœurs de classe qui sont de l'autre côté* ».

Oui, c'est juste ! Mais quel est le moyen central grâce auquel la bourgeoisie allemande enchaîne la classe ouvrière à elle dans la guerre et ainsi empêche toute position « indépendante » des travailleurs ? L'unité nationale contre Poutine, les criailleries sur l'invasion russe de l'Ukraine, la « solidarité avec l'Ukraine ». Le fait que KGK a repris la revendication principale de l'OTAN « Troupes russes hors d'Ukraine ! » représente une capitulation précisément devant cette unité nationale. Sur ce point le groupe ArbeiterInnenmacht est d'accord avec vous depuis le début de la guerre. Il a dernièrement tiré les conséquences ultimes de cette position pro-impérialiste en prenant maintenant position ***pour*** des livraisons d'armes à l'Ukraine.

Comment voulez-vous rompre l'union sacrée quand vous capitulez devant les fondements idéologiques de cette union sacrée ? Olaf Scholz a annoncé à grand bruit la ligne lors du congrès national de ver-di : Troupes russes hors d'Ukraine ! La direction syndicale derrière Werneke fait de même. La direction du Linkspartei – Ramelow, Gysi, Wissler – fait de même. Avec votre position vous vous placez à l'extrémité de gauche de cette chaîne au lieu de la briser.

La rupture révolutionnaire avec le réformisme exige la scission avec le programme des groupes socialistes qui se cramponnent organisationnellement et programmatiquement, dans la tradition de Kautsky, à l'unité avec les dirigeants ouvriers. C'est le noyau de la divergence entre KGK et les spartakistes.

Nous espérons une réponse de Klasse gegen Klasse à cette lettre, afin de faire avancer la clarification programmatique. Nous espérons mener dans l'avenir avec votre organisation des actions communes qui puissent faire avancer la rupture révolutionnaire, et nous proposons à tous les militants de Klasse gegen Klasse de se mettre à discuter avec nous les spartakistes.

Salutations fraternelles,

Spartakist

Débat entre la Spartacist League et la Bolshevik Tendency

Guerre en Ukraine : Quelle stratégie pour les marxistes ?

Alors que la guerre en Ukraine fait rage depuis bientôt deux ans, nos camarades britanniques de la Spartacist League/Britain (SL/B) ont organisé un débat avec la Bolshevik Tendency (BT) à Birkbeck (Université de Londres) le 11 novembre afin de mettre en lumière ce que doit être une réponse révolutionnaire au conflit. Le meeting a attiré quelques dizaines de personnes, pour la plupart membres et partisans de la SL/B, de la BT, de l'International Bolshevik Tendency (qui s'est séparée de la BT il y a quelques années) et du groupe Platypus. Pour quiconque s'intéresse à la question de savoir ce que les marxistes doivent en réalité ***faire*** pour faire avancer un programme révolutionnaire dans la guerre (et pour quiconque tout court), il est clair que les spartacistes ont gagné haut la main lors du débat.

Dans sa présentation pour la SL/B (reproduite ci-après, revue pour publication), le rédacteur en chef de *Workers Hammer* Vincent David a défendu une orientation révolutionnaire prolétarienne en expliquant pourquoi les travailleurs ukrainiens et russes doivent retourner leurs fusils contre leurs propres dirigeants et comment les marxistes se battent contre les obstacles à la mobilisation des travailleurs contre l'impérialisme. Tom Riley, qui a pris la parole le premier pour défendre le soutien de la BT à la Russie, a vendu la mèche : « *Malheureusement, il est très improbable que l'OTAN soit vaincue par un mouvement de travailleurs russes et ukrainiens insurgés ayant une conscience de classe, bien que, j'en suis sûr, ce soit ce que nous voudrions tous voir.* » Donc la révolution, c'est bien, mais on ne va pas se battre pour maintenant. Voilà qui a scellé le débat. (Le lecteur peut observer l'intégralité du débat sur YouTube et lire la présentation de Riley sur bolsheviktendency.org.)

Le camarade David a mis au défi la BT de façon répétée. Mais Riley et ses camarades, sans jamais lui répondre, cherchaient à déplacer le terrain sur des divergences vieilles de dizaines d'années et sur le soi-disant « bureaucratisme » de la LCI. Cela n'a fait que démasquer la BT, qui juge une organisation révolutionnaire non pas d'après sa capacité à mener la lutte de la classe ouvrière face à des événements clés mais d'après sa capacité à manier un « marxisme » formaliste indépendamment de la lutte de classe et d'après la manière dont les divergences politiques internes ont été réglées il y a un demi-siècle.

La discussion lors du meeting et ensuite au pub a marqué une rupture avec la pratique passée de la LCI d'éviter le débat avec la BT (et avec d'autres). Notre but est de promouvoir le débat politique afin de regrouper les forces pour la révolution internationale, qui sont actuellement minuscules et isolées. Cette perspective a été tracée à la Huitième Conférence internationale de la LCI l'été dernier, où nous avons dû réévaluer de façon critique notre histoire pour élaborer un programme trotskyste pour aujourd'hui (voir *Spartacist* édition en français n° 46, novembre 2023). Il est clair que la BT était furieuse que nous insistions sur le fait que nous n'étudions l'histoire que dans la mesure où cela nous aide à construire une internationale révolutionnaire ici et maintenant. Pour ce qui est du débat, cela dit vraiment tout.

Bolshevik Tendency

Vincent David (à gauche) de la SL/B débat avec Tom Riley (tout à droite) de la BT.

***

Tom, comme tant d'autres, ne voit dans notre récente correction que matière à considérer le passé. Il n'a pas tort de dire que beaucoup de nos articles [sur l'Ukraine] à partir de 2014 étaient plus proches de sa position, donc je ne vais pas les défendre aujourd'hui. Mais je pense qu'il n'a pas compris la véritable nature de notre position ni ce qu'il y avait de vraiment erroné dans ces articles de 2014. Il y a une phrase qui dit que bon, il n'y a pas de parti révolutionnaire en Ukraine ni en Russie, donc aucune perspective révolutionnaire n'est possible [c'est une référence à « L'impérialisme occidental derrière la répression sanglante en Ukraine », *Le Bolchévik* n° 208, juin 2014]. C'est quelque chose que tu as reflété dans ta présentation, donc ce sera ça ma réponse.

Le point de départ essentiel pour les marxistes concernant la guerre en Ukraine, et tu nous cites, doit être que c'est le système impérialiste lui-même, défini aujourd'hui par l'ordre libéral dominé par les États-Unis, qui en est responsable. Par conséquent, même si ce débat a pour titre « Guerre en Ukraine : Quelle stratégie pour les marxistes ? », la vraie question est : quelle stratégie pour vaincre l'impérialisme ?

Dans la guerre en Ukraine, nous, Spartacist League, ne sommes pas neutres : nous appelons les travailleurs et les soldats ukrainiens et russes à fraterniser, à retourner leurs fusils contre leur propre classe dirigeante, dans le but de transformer cette guerre réactionnaire entre nations en guerre civile contre les classes dirigeantes. Et en Occident nos modestes forces luttent pour que le mouvement ouvrier engage des actions contre les gouvernements impérialistes, et nous menons un combat incessant contre les dirigeants pro-impérialistes du mouvement ouvrier ainsi que contre ses imposteurs pacifistes dans le but de construire une direction anti-impérialiste et révolutionnaire de la classe ouvrière.

Donc pour nous la pierre angulaire de toute stratégie pour vaincre l'impérialisme, c'est de mettre en avant pour le prolétariat une voie indépendante de lutte contre les impérialistes et contre toutes les forces bourgeoises, afin de faire avancer la lutte pour le pouvoir ouvrier. Cela va être le sujet de ma présentation, et ce que vous n'avez pas encore entendu jusqu'à présent, je pense.

La Bolshevik Tendency, elle, a pour stratégie pour vaincre l'impérialisme de soutenir une victoire de l'armée russe contre l'Ukraine. Ce que je vais démontrer dans cette présentation, c'est que cette position est réactionnaire et constitue un obstacle à la construction d'une opposition ouvrière et révolutionnaire à l'OTAN et à l'impérialisme américain. Et je vais démontrer aussi comment l'approche de la BT par rapport à cette guerre capitule complètement devant les dirigeants pro-impérialistes de la classe ouvrière.

La nature de la guerre et la méthode marxiste

Commençons par la nature de la guerre, c'est-à-dire ses enjeux. La position de la BT est basée sur le fait que puisque la Russie n'est pas impérialiste, et puisque l'Ukraine est soutenue par les puissances impérialistes, donc la Russie mène une guerre justifiée de défense nationale contre l'impérialisme, et une défaite de l'Ukraine serait une défaite pour les impérialistes. Superficiellement, ça pourrait sembler logique. Sauf que toute cette construction s'écroule au premier contact avec la réalité.

Pour commencer, l'enjeu de la guerre actuelle ***n'est pas*** le démembrement ou la balkanisation de la Russie. Tout le monde sait que la Russie ne se bat pas pour défendre sa souveraineté nationale contre une invasion impérialiste. L'enjeu de cette guerre ***n'est pas*** de savoir qui va contrôler ***la Russie***. C'est de savoir ***qui va contrôler l'Ukraine***. D'un côté, le gouvernement ukrainien se bat pour que l'Ukraine reste sous la botte de l'OTAN, de l'UE et des États-Unis. De l'autre côté, la Russie se bat pour absorber l'Ukraine dans sa propre sphère d'influence. Par conséquent, c'est une guerre pour savoir quelle bande de voleurs, ceux de la Maison-Blanche ou ceux du Kremlin, exploitera et dominera l'Ukraine. Et au nom de la lutte contre l'impérialisme, la BT soutient simplement l'une des bandes de voleurs contre l'autre.

Deuxièmement, le fait que cette guerre est une guerre par procuration entre la Russie et les États-Unis ne signifie pas que les marxistes devraient simplement soutenir la Russie. Les États-Unis soutiennent toutes sortes de régimes aux quatre coins du monde. Les marxistes ne soutiennent pas simplement n'importe lequel de leurs adversaires. La BT efface toute différence entre une guerre par procuration et une guerre impérialiste contre la Russie. Pour eux, c'est une différence secondaire, une nuance. Mais quiconque réfléchit un instant voit qu'il y a évidemment une différence fondamentale entre des livraisons d'armes à l'Ukraine par l'OTAN, et le bombardement des villes russes et l'invasion de la Russie par l'OTAN. Penser qu'il en est autrement ne peut que vous déboussoler to-

talement. Le jour où les États-Unis, le Royaume-Uni et l'OTAN déclareront la guerre à la Russie, cela changera fondamentalement la nature de la guerre ; elle cessera d'être un conflit régional pour le contrôle de l'Ukraine et deviendra une guerre impérialiste majeure pour écraser la Russie. Et croyez-moi, il ne sera pas nécessaire d'aller écouter des débats sur la « décolonisation de la Russie ». Ça sera clair pour tout le monde.

Troisièmement, là où la BT paraît avoir un argument convaincant, c'est quand ils disent qu'une défaite de l'Ukraine porterait un coup aux impérialistes et que, puisque les révolutionnaires sont pour porter des coups à l'impérialisme, on doit donc soutenir la Russie. C'est une méthode qui consiste à mettre un signe « + » là où le ministère des Affaires étrangères met un signe « – ». L'avantage de cette méthode, c'est qu'on n'a pas besoin de réfléchir. Le désavantage, c'est que ça n'a rien à voir avec la réalité vivante de la lutte des classes, et par conséquent rien à voir avec le marxisme. Il n'est tout simplement pas vrai que tout coup porté aux impérialistes fasse automatiquement avancer les intérêts de la classe ouvrière.

Voici comment les marxistes doivent au contraire aborder la question : ce qui définit l'époque actuelle, et le contexte dans lequel se déroule la guerre en Ukraine, c'est le déclin de l'hégémonie américaine. Un nombre croissant de forces cherchent à tirer parti de ce déclin. Donc toute la question pour les marxistes, toute la question pour notre époque, c'est : ce déclin va-t-il prendre la forme d'une spirale de crises, de réaction et de guerres, comme nous le voyons maintenant ? Ou ce déclin fera-t-il avancer les intérêts de la classe ouvrière, autrement dit avancer la cause du socialisme ? Mais cette deuxième option n'est pas un fait acquis. Il faut pour cela mobiliser le prolétariat comme force indépendante en lutte, armée d'une direction révolutionnaire.

Voilà ce que la méthode simpliste et la pratique géopolitique de la BT escamote. Le programme marxiste ne repose pas sur un soutien aveugle aux « coups » portés à l'impérialisme, mais sur la compréhension que la seule manière de porter un coup décisif et progressiste à l'impérialisme, c'est la révolution ouvrière. Par conséquent, toute approche marxiste de la guerre en Ukraine et toute stratégie marxiste contre l'impérialisme doivent reposer sur l'exacerbation de la lutte de classe et sur le renforcement de l'unité du prolétariat international ; elles doivent faire avancer la lutte pour la révolution socialiste.

Mais tout cela est complètement étranger à la BT ; sa stratégie pour lutter contre l'impérialisme repose non pas sur la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière mais sur une victoire de la Russie en Ukraine. Pour mieux comprendre comment cette position est complètement antimarxiste et carrément chauvine, il suffit de réfléchir à ce que signifie dans le monde réel soutenir la Russie. C'est quelque chose que les articles de la BT, qui sont remplis d'abstractions théoriques et de citations et qui mentionnent rarement le prolétariat, n'expliquent jamais. Donc je vais le faire à leur place.

Le caractère réactionnaire d'une position prorusse

D'après la position de la BT, la tâche des travailleurs ukrainiens est de soutenir l'armée russe et de tout faire pour faciliter l'invasion de leur propre pays. Autrement dit, les travailleurs ukrainiens sont censés applaudir leur propre oppression nationale par les oligarques russes. L'oppression nationale de l'Ukraine n'est aucunement dans l'intérêt de la classe ouvrière internationale. Les travailleurs ukrainiens n'accepteront jamais cette position, qui ne peut que contribuer à discréditer le communisme en Ukraine et à pousser les travailleurs dans les bras de Zelensky, des misérables nationalistes ukrainiens et des puissances impérialistes.


Alamy
Soldats ukrainiens près de Bakhmout, février 2023.

Et les travailleurs russes ? La position de la BT, c'est de leur dire qu'ils doivent soutenir l'effort de guerre du gouvernement russe. Cela signifie que la BT dénonce les travailleurs qui ont la conscience de classe la plus élevée en Russie, ceux qui veulent s'opposer à la guerre et aux objectifs de pillage des oligarques russes. Et de fait quand, au Bélarus, des travailleurs ont refusé de transporter des cargaisons d'armes, la BT a dénoncé cette action.

De plus, selon la ligne de la BT, les communistes devraient attaquer Poutine parce qu'il ne consacre pas suffisamment de ressources à l'invasion de l'Ukraine. La BT s'aligne ainsi totalement sur les nationalistes russes qui pensent que l'Ukraine ***c'est*** la Russie, ou que l'Ukraine n'existe même pas ! La position de la BT fait complètement écho à cela. Un de leurs arguments clé, que tu as cité, c'est que les « *révolutionnaires* » reconnaissent (je cite) « *que le droit de la Russie à l'autodéfense inclut le droit de couper le lien entre l'Ukraine et l'OTAN* ». Donc pour la BT, non seulement la Russie a le « *droit* » d'envahir son voisin, mais la conquête de l'Ukraine est une cause progressiste ! C'est du chauvinisme grand-russe pur et simple. Cela veut dire éduquer les travailleurs russes dans cet esprit.

Donc, c'est quand on quitte la sphère des abstractions et de la géopolitique et qu'on essaie pour de bon d'appliquer à la réalité vivante la pensée simpliste de la BT qu'on comprend vraiment ses implications complètement réactionnaires. Ce que les travailleurs russes doivent comprendre, c'est précisément que même si une victoire russe infligerait à court terme un coup à la politique des États-Unis, ça ne vaut pas le prix qu'il en coûte – que la Russie devienne l'oppresseur de l'Ukraine !

Asservir l'Ukraine n'aidera en aucune manière à libérer la Russie de l'encerclement impérialiste. Cela ne fera que renforcer l'autorité de Zelensky et de ses maîtres impérialistes, qui peuvent se présenter mensongèrement comme les défenseurs des petites nations. Et plus généralement, cela ne fera qu'attiser le poison nationaliste dans toute la région et ainsi enchaîner davantage encore les travailleurs à leurs exploiteurs, qu'ils soient russes, ukrainiens, polonais, lituaniens ou autres, ce qui créera de nouveaux obstacles à l'unité de la classe ouvrière et à la révolution ouvrière. Au bout du compte, la seule force qui en profitera, ce seront les ***puissances impérialistes elles-mêmes***, qui pourraient utiliser ce déchaînement de réaction pour renforcer leur position dans la région.

Pour porter un coup décisif à l'impérialisme en Europe de l'Est, il faut construire un front révolutionnaire commun des travailleurs ukrainiens et russes contre leur ennemi commun, les impérialistes, et contre leurs classes capitalistes respectives. Si les travailleurs ukrainiens défendent les minorités russes, fraternisent avec les conscrits russes et s'opposent à l'OTAN et aux États-Unis, cela portera un coup bien plus fort aux capitalistes russes que toutes les contre-offensives de Zelensky. Si les travailleurs russes prennent position contre la guerre des oligarques et contre le chauvinisme russe, et cherchent l'unité révolutionnaire avec les travailleurs ukrainiens, cela portera un coup bien plus sévère à l'OTAN et aux impérialistes que toutes les contre-offensives russes.

Voilà la stratégie communiste pour vaincre l'impérialisme, et c'est cela l'orientation que nous suivons. Si on réfléchit de cette manière, il devient évident à quel point la position de la BT est totalement un obstacle à l'unité de la classe ouvrière et à toute perspective révolutionnaire !

Qui défendra la Chine ? Le Kremlin ou la classe ouvrière ?

La BT utilise un autre argument aussi : une victoire russe aiderait à défendre la Chine, les autres États ouvriers déformés et les néocolonies contre l'impérialisme. Je crois que tu as appelé ça une idée élémentaire. En fait j'appellerais ça une révision complète des bases mêmes du trotskysme.

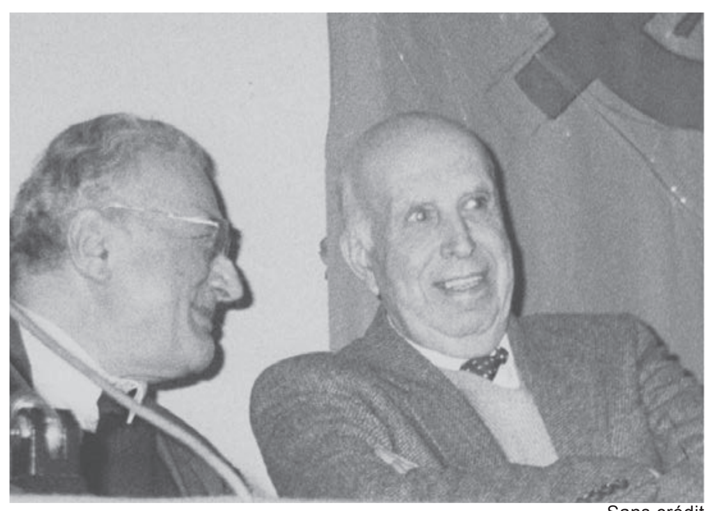
Trotsky nous a appris que la seule manière de défendre les États ouvriers comme la Chine, c'est de lutter pour des révolutions ouvrières pour renverser l'impérialisme, et pour des révolutions politiques pour renverser les bureaucraties staliniennes. C'est la seule manière d'affaiblir l'impérialisme et de renforcer la position du prolétariat au niveau international. Plus la cause de la révolution socialiste internationale avance, mieux la Chine sera protégée. Plus le prolétariat international est faible, plus il est subordonné à ses exploiteurs, plus la Chine est vulnérable. C'est cette simple vérité qui a été répudiée par le stalinisme et la doctrine du « socialisme dans un seul pays ».

Et la position de la BT est du même style. Comme nous l'avons vu, soutenir la Russie divise et affaiblit le prolétariat en Europe de l'Est et au-delà ; cela crée de nouveaux obstacles à la révolution ouvrière. Et la stratégie de la BT pour défendre la Chine est basée non pas sur la mobilisation indépendante des travailleurs chinois contre le stalinisme et l'impérialisme, ni sur la lutte du mouvement ouvrier pour le socialisme au niveau international, mais sur les succès militaires de la bourgeoisie russe en Ukraine. C'est la méthode qui a conduit Staline à faire reposer le sort de la défense de l'URSS sur les dirigeants syndicaux britanniques, sur le Guomindang, et plus tard sur les puissances impérialistes elles-mêmes, avec des résultats désastreux.

En dernière analyse, la méthode de la BT est beaucoup plus proche de celle des avocats du « monde multipolaire » qui vantent les mérites des BRICS, de Xi Jinping et de Poutine comme autant de forces anti-impérialistes. La BT peut toujours dire qu'elle est contre Poutine ou Xi. Mais, tout comme les avocats des BRICS, elle ne considère pas la lutte contre l'impérialisme du point de vue d'une voie prolétarienne indépendante. Et sans cet élément crucial, quelles que soient les critiques qu'on peut faire de Poutine, on finit par devenir un de ses critiques de gauche, de manière typiquement pabliste.

Les travailleurs dans les pays occidentaux : La BT n'a rien à leur proposer

Je voudrais maintenant porter le débat ici : en Grande-Bretagne. Depuis le début de la guerre en Ukraine la direction de la classe ouvrière, du Parti travailliste aux syndicats, joue un rôle clé pour aligner le mouvement ouvrier derrière les intérêts de l'impérialisme britannique. C'est la même chose en



Sans crédit

Le soutien de la BT à la Russie fait écho à Michel Pablo (ici à droite, avec Ernest Mandel), qui avait liquidé la lutte pour une direction trotskyste au profit de forces non révolutionnaires.

Allemagne, en France, aux États-Unis, etc. On ne peut pas parler d'une stratégie marxiste dans la guerre en Ukraine (ni dans toute autre, comme aujourd'hui en Palestine) sans une lutte impitoyable contre les dirigeants pro-impérialistes du mouvement ouvrier – ceux que Lénine appelait les sociaux-chauvins – ainsi que contre les imposteurs pacifistes et la « gauche » qui maintient l'unité avec les sociaux-chauvins – ceux que Lénine appelait les opportunistes ou les centristes.

Et c'est dans ce domaine, davantage encore qu'en Ukraine en tant que telle, que la faillite politique de la BT devient encore plus évidente. Depuis le début de la guerre, la BT n'a pas publié un seul article qui attaquerait les dirigeants de la classe ouvrière en Grande-Bretagne pour leur soutien à l'impérialisme britannique ! La Grande-Bretagne a été secouée l'an dernier par une vague de grèves mais la BT n'a pas écrit un seul article là-dessus. Alors que la tâche urgente des communistes est d'enfoncer un coin entre les aspirations de la classe ouvrière et le programme pro-impérialiste de ses dirigeants, qui a conduit les grèves à la défaite, la BT est restée à l'écart et n'a ***rien fait*** !

Regardez au contraire ce que nous avons fait. La déclaration initiale de la LCI sur la guerre en Ukraine attaquait directement tous les dirigeants sociaux-chauvins ainsi que tous les pacifistes. Nos camarades en Allemagne ont été aux premières lignes de la lutte contre les partisans de l'OTAN et de l'UE dans la gauche allemande.

Et ici, malgré notre taille modeste, la SL/B a de toutes ses forces déclaré la guerre aux dirigeants sociaux-chauvins du mouvement ouvrier. Nous avons organisé une manifestation contre la monarchie et contre la décision des dirigeants ouvriers d'annuler les grèves quand la reine a clamsé. Nous avons lancé une campagne pour construire des piquets de grève, contre les dirigeants syndicaux qui les sabotent. Nous sommes intervenus au dernier congrès des syndicats contre les bureaucrates syndicaux qui votaient pour soutenir de nouveaux envois d'armes à l'Ukraine, en dénonçant les sociaux-chauvins ***et*** l'opposition pacifiste impuissante de la Stop the War Coalition.

Presque toute la gauche de ce pays soutient et fait campagne pour Sharon Graham, la dirigeante du syndicat Unite ; ils lui font des louanges en la présentant comme une « militante » alors qu'elle soutient indéfectiblement l'impérialisme britannique et les armes pour l'Ukraine. Nous sommes intervenus dans presque tous les groupes trotskystes en dénonçant leur soutien à cette social-chauvine comme une trahison qui fait obstacle à une action ouvrière contre l'impérialisme britannique.

Depuis un an et demi, nous avons écrit plus d'une dizaine d'articles pour montrer que le soutien des dirigeants syndicaux et des travaillistes à l'impérialisme britannique, et en particulier à l'Ukraine (et maintenant à Israël), est précisément ce qui fait obstacle non seulement à des actions ouvrières contre la guerre, mais aussi aux luttes économiques les plus minimales. Et nous avons sans relâche mobilisé nos faibles forces dans les syndicats pour lutter pour une nouvelle direction de la classe ouvrière : une direction qui s'oppose à l'impérialisme et qui organise la lutte quotidienne de notre classe dans le cadre d'une stratégie plus large pour le pouvoir ouvrier.

Donc, camarades de la Bolshevik Tendency : qu'est-ce que vous avez fait depuis deux ans pour faire avancer les luttes ouvrières et anti-impérialistes dans ce pays ? Qu'est-ce que vous avez fait pour faire avancer la tâche la plus cruciale des révolutionnaires – arracher la classe ouvrière à ses dirigeants sociaux-chauvins et pacifistes, et dénoncer leurs conciliateurs centristes ?

Parce que même avec une position prorusse, vous pourriez faire certaines de ces choses. Si la BT, malgré son soutien à la Russie, luttait sans merci contre les Sharon Graham, les Dave Ward et les Mick Lynch, et pour un pôle anti-impérialiste dans le mouvement ouvrier, nous aurions déjà eu plusieurs fronts uniques avec vous et nous aurions aujourd'hui une conversation très différente.

Mais la réalité, c'est que vous n'avez rien fait de tout cela. Et de ce fait vous n'êtes pas si différents que ça de tous les autres groupes dans ce pays qui se disent pour le communisme, contre l'OTAN, contre l'impérialisme, qu'ils soient pour ou contre l'Ukraine, mais qui tous sont d'accord sur une chose : l'unité avec les dirigeants sociaux-chauvins et pro-impérialistes de la classe ouvrière ! Mener une guerre contre ce genre d'unité est le devoir le plus impérieux pour les révolutionnaires. C'est ce que Lénine a martelé pendant toute la Première Guerre mondiale. Vous dites que la guerre en Ukraine est un test décisif pour les trotskystes ? ***C'est ça*** le test décisif ! C'est ce que fait la Spartacist League, et c'est ce que la BT refuse de faire.

Et l'autre réalité, pour revenir au point de départ, c'est que votre position pour une victoire de la Russie sape complètement cette lutte, même si vous vouliez l'engager. Pour la simple raison que votre position signifie soutenir l'asservissement de l'Ukraine par la classe dirigeante russe. Et tout ouvrier ayant une conscience de classe et voulant lutter contre l'impérialisme britannique comprend aussi que la guerre de la Russie n'est pas progressiste et il ne veut rien avoir à faire avec ça, et à juste titre. C'est l'autre manière dont votre position divise la classe ouvrière internationale.

Le marxisme, un guide pour l'action

Pour terminer, et je vais conclure là-dessus, la BT capitule devant le nationalisme russe, mais je ne pense pas que c'est ça votre motivation pour soutenir la Russie. Je crois que vous êtes arrivés à cette position erronée à cause d'une méthode erronée. Parce que le marxisme n'est pas pour vous un guide pour la lutte révolutionnaire du prolétariat mais une doctrine stérile et abstraite, ou des formules et de la géopolitique.

Je n'essaie pas d'être démagogique ici. C'est la vérité. Votre organisation a scissionné d'avec l'IBT avant la guerre en Ukraine sur une question purement analytique : si la Russie est impérialiste, comme le pense l'IBT, alors que la BT pense le contraire. Vous avez montré à la face du monde que pour vous, la condition pour l'unité ou la scission dans le mouvement communiste était l'accord sur une description analytique, et pas sur ce pour quoi on se bat, sur ce qu'il faut faire.

Et vos articles sur la guerre en Ukraine suivent cette méthode. Ils consistent en une succession de citations de multiples sources géopolitiques ou groupes socialistes, où vous commentez leurs analyses et ensuite notez leur refus de se ranger du côté de la Russie. Pour vous, c'est l'analyse qui est décisive et qui génère le programme. Mais pour les marxistes, c'est le programme, c'est-à-dire ce pour quoi on se bat et comment on se bat qui détermine l'analyse. Et de fait, dans tous vos articles, vous n'argumentez jamais pourquoi et comment votre position fait avancer la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation. Mais vous voyez, camarades, c'est là tout l'objectif du marxisme. Offrir une voie indépendante pour la lutte du prolétariat.

Et aujourd'hui, une nouvelle guerre fait rage en Palestine. Et on peut parler de 1948. Mais voilà la question : vous n'avez même pas écrit quoi que ce soit sur la guerre actuelle ! Au lieu de ça, vous avez posté quelques photos de vous dans des manifestations, avec des mots d'ordre corrects en soi mais complètement acceptables pour tout libéral de gauche, nationaliste palestinien ou social-démocrate qui dirige ces manifestations ou qui y participe. Ce n'est pas sérieux. Il faut guider la lutte contre les illusions du présent. « À bas la terreur sioniste » ne combat rien du tout dans ces manifestations.

Le marxisme est un guide pour l'action. Pas pour des cercles de lecteurs qui comparent leurs analyses. Et vous remarquerez que dans toute ma présentation, c'est sur cette base que j'ai mis à nu votre position dans cette guerre. À savoir qu'elle capitule devant les différents dirigeants traîtres de la classe ouvrière, les nationalistes ukrainiens ou russes, les sociaux-chauvins et les pacifistes travaillistes, et qu'elle est par conséquent un obstacle à faire avancer les luttes de la classe ouvrière contre l'impérialisme mondial. ■



Mohammed Abed/Getty

Abaca Press/Alamy

Camp de réfugiés palestiniens à Gaza dévasté par une frappe israélienne le 9 octobre. L'impérialiste français en chef à Jérusalem, le 24 octobre, pour exprimer son soutien au sioniste en chef.

Palestine...

Suite de la page 16

de la Palestine et de la perpétuation de son oppression. Le consensus parmi les impérialistes est totalement pro-Israël. Même s'ils négociaient un cessez-le-feu ou un accord de paix, cela refléterait nécessairement leurs intérêts, qui sont de maintenir l'État sioniste comme avant-poste dans la région. Toute stratégie reposant sur les brigands qui dominent le monde, qu'il s'agisse de celle de l'Organisation de libération de la Palestine ou de la campagne BDS (Boycott désinvestissement sanctions), ne peut qu'aggraver l'oppression de la Palestine et conduire à la défaite.

Quant aux États musulmans, de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban à l'Iran, ils ont des centaines de fois poignardé les Palestiniens dans le dos pour leurs propres intérêts opportunistes. Les cheiks, les dictateurs et les mollahs qui règnent sur le monde musulman ne « défendent » la Palestine que dans la mesure où cela concorde avec leurs propres objectifs économiques et militaires et renforce leurs propres positions. Toute stratégie liant la lutte de libération palestinienne à ces forces se terminera nécessairement par une trahison.

Ce qu'il faut, c'est une stratégie basée non pas sur la « communauté internationale » ou sur les dirigeants capitalistes de la région, mais sur la mobilisation de la ***classe ouvrière internationale*** contre toutes les puissances impérialistes et capitalistes. Ce qu'il faut, c'est une alliance des ouvriers et des paysans dans tout le Moyen-Orient pour chasser les impérialistes américains et libérer toute la région. Ceci inclut les travailleurs juifs, qui n'ont aucun intérêt à continuer à servir de pions des États-Unis. De plus, ceux qui luttent pour la cause palestinienne doivent construire un front international avec les organisations ouvrières américaines, britanniques, françaises et allemandes pour stopper les livraisons d'armes à Israël. Ce sont ces travailleurs qui transportent ces armes. Et leurs luttes sont la meilleure façon d'affaiblir l'impérialisme et de faire avancer la cause palestinienne.

Mais nous pouvons voir que ces alliés les plus sûrs sont ceux que rejettent les panislamistes et les nationalistes. En s'alliant aux dirigeants arabes, ils s'allient aux exploiteurs des masses arabes. Et on ne gagnera jamais les travailleurs américains et européens, y compris les travailleurs juifs, à une lutte menée sous la bannière de l'islamisme et pour la destruction de tous les Israéliens.

Les apologistes socialistes du Hamas

Après l'offensive du Hamas contre Israël le 7 octobre, les médias pro-israéliens ont lancé une campagne de propagande massive pour justifier la riposte militaire sanglante d'Israël et nier l'oppression des Palestiniens. Pour s'opposer à cette campagne, un certain nombre d'organisations se disant communistes ou socialistes, comme le Socialist Workers Party britannique ou le Parti communiste de Grèce, ont fait disparaître le fait que le Hamas a de façon criminelle pris pour cible des civils, au nom du droit de la Palestine à se défendre.

Avec ces prises de position, non seulement ils traînent dans la boue le nom du communisme en l'associant aux crimes du Hamas, mais ils acceptent aussi que le peuple palestinien continue à être dirigé par ces fanatiques islamistes assassins. Ces gens savent très bien que le Hamas n'apportera jamais la liberté aux Palestiniens, mais ça ne les empêche pas de garder le silence là-dessus, en raison de leur solidarité libérale bon marché.

Toute la stratégie du Hamas est de provoquer une forte réaction israélienne, ce qui revient à enfiler un gilet-suicide sur tout Gaza. Il faut sans équivoque défendre Gaza contre les représailles sanglantes d'Israël, tout en s'opposant en même temps à cette stratégie désastreuse.

Certains groupes de gauche comme Left Voice, la section américaine de la Fraction trotskyste [Révolution permanente en France], chuchotent à la fin de leur article que « *nous sommes aux côtés de la résistance du peuple palestinien sans suggérer que nous partagerions la stratégie et les méthodes du Hamas, dont l'objectif est d'instaurer un État théocratique* » (7 octobre). Ceci étant dit, rien de ce qu'ils écrivent ne vise à briser l'emprise du nationalisme et de l'islamisme sur la lutte de libération palestinienne. Comme la plupart de la gauche, ils jouent un rôle de supporters libéraux qui ne peuvent pas critiquer les groupes opprimés même quand on les conduit vers l'abîme.

Le rôle de la gauche pseudo-socialiste est d'autant plus méprisable que les Palestiniens ont terriblement, toujours plus besoin d'une voie viable pour conduire à leur libération. La marche des événements s'accélère, conduisant à un niveau de carnage et de réaction jamais vu depuis plusieurs décennies. Si les socialistes ne se battent pas pour une solution révolutionnaire à ce conflit, le désespoir croissant du peuple palestinien sera canalisé une fois de plus vers la réaction islamiste tandis que les Juifs seront poussés plus profondément encore dans les bras du sionisme. Cet affreux engrenage réactionnaire ne se bornera pas aux frontières d'Israël et de la Palestine mais se répandra beaucoup plus loin au Moyen-Orient et dans le monde entier. La tâche urgente des socialistes est de briser ce cycle infernal.

Défense de Gaza !
Israël, hors de Cisjordanie et du plateau du Golan !
Pour une fédération socialiste du Moyen-Orient ! ■



Que mort et défaite avec le Hamas

Une voie révolutionnaire pour la libération palestinienne

Nous reproduisons ci-dessous une déclaration de la Ligue communiste internationale en date du 10 octobre.

Soyons clairs sur deux choses. Premièrement, les Palestiniens subissent une oppression nationale brutale et des meurtres indiscriminés perpétrés par l'État d'Israël – ils ont absolument le droit de se défendre, y compris en utilisant la force. Deuxièmement, les meurtres délibérés de civils israéliens par le Hamas et ses alliés sont un crime abominable totalement contre-productif pour la lutte de libération palestinienne. Alors que la population de Gaza est aujourd'hui affamée et massacrée par l'Armée de défense d'Israël (ADI), il est urgent pour le mouvement ouvrier international de s'opposer à l'offensive israélienne. Mais pour que la lutte de libération palestinienne avance et soit victorieuse, elle devra emprunter une voie totalement différente de toutes les propositions existantes, que ce soit l'islamisme ou le nationalisme laïque. Ce qu'il faut, ce n'est pas la solidarité bon marché proposée par toute la bande des libéraux de gauche et des pseudo-socialistes, mais une voie révolutionnaire pour la libération palestinienne.

Comment vaincre l'État sioniste

Pour vaincre son ennemi, il faut exploiter ses points faibles et neutraliser ses points forts. La résilience de l'État d'Israël repose sur le fait que les millions de Juifs qui vivent à l'intérieur de ses frontières le considèrent comme la seule façon qu'ils ont de se défendre dans une région hostile. Tant qu'il en sera ainsi, les Israéliens se battront jusqu'à la mort pour défendre l'État sioniste. Cela faisait partie du plan des impérialistes depuis l'époque où la Grande-Bretagne avait décidé de soutenir le projet sioniste. Aujourd'hui les États-Unis et Israël assurent leurs intérêts au Moyen-Orient en violant les droits nationaux du peuple palestinien et en entretenant un état d'hostilité permanente entre Juifs et musulmans. La combinaison d'une population militarisée et du soutien impérialiste confère à l'État israélien sa force et son apparence d'invincibilité.

Mais cette construction est fragile et ne se perpétue que par la mentalité de forteresse assiégée entretenue par la bourgeoisie. Le point faible, c'est précisément qu'il s'agit d'un État théocratique militarisé, dirigé par une clique toujours plus extrémiste de fanatiques corrompus. Les travailleurs israéliens subissent la conscription, l'embrigadement religieux et des conditions de travail et de vie brutales. Toute résistance à cet état de choses est qualifiée de trahison envers les Juifs. Cette situation crée en Israël de profonds clivages raciaux, sociaux et politiques, qu'il faut exploiter pour briser l'État sioniste et libérer les Palestiniens.

La stratégie du *djihad* suivie par le Hamas ne fait rien de cela, et ne fait qu'accentuer encore les points forts d'Israël. En prenant pour cible des civils israéliens, le Hamas n'a réussi qu'à pousser tous les Israéliens à serrer les rangs derrière le gouvernement détesté de Nétanyahou, garantissant ainsi l'unité de toute la société derrière la riposte militaire sanglante contre Gaza. Dans ces conditions, une confrontation militaire n'apportera au peuple palestinien que la défaite et d'innombrables morts. Il n'y aura pas de victoire possible sans briser le lien entre les travailleurs juifs et leur bourgeoisie, et c'est impossible si l'on ne reconnaît pas le droit démocratique du peuple juif israélien à vivre en tant que nation en Israël/Palestine.

Les islamistes et les nationalistes palestiniens sont toujours coincés entre deux alternatives : soit diriger leur combat contre toute la population juive d'Israël, soit accepter une cohabitation avec l'État sioniste. Toutes les deux sont des impasses. La clé, c'est d'enfoncer un coin entre le peuple israélien et l'État théocratique. On ne peut le faire qu'avec une stratégie militaire et politique marxiste, basée sur la conception que le conflit entremêlé des classes et des nations ne pourra pas être résolu si l'on ne s'attaque pas à la propriété privée. C'est seulement à partir de là qu'il est possible d'élaborer un programme conforme aux intérêts à la fois des Palestiniens et de la classe ouvrière israélienne.

Prenons la question de la terre. Les Palestiniens veulent à juste titre sa restitution pour le crime historique dont ils ont été victimes. Dans le cadre des structures sociales existantes, c'est impossible à concilier avec le droit des Juifs à conserver la terre sur laquelle ils vivent souvent depuis plusieurs générations. Mais Israël, comme toutes les sociétés capitalistes, est extrêmement inégalitaire. La plus grande partie des terres et des biens sont contrôlés par une infime fraction de la population, tandis que la majorité peine à joindre les deux bouts. En expropriant cette couche parasitaire, il est possible à la fois de commencer à rendre justice aux Palestiniens et d'améliorer les conditions de vie des travailleurs juifs.

Au niveau militaire, il faut exercer le maximum de pression sur l'ADI pour montrer à la société israélienne que l'oppression des Palestiniens a un coût insupportable. Tirer à l'aveuglette des roquettes sur les villes israéliennes ne fait que renforcer chez les soldats israéliens la volonté de se battre. La population palestinienne tout entière doit au contraire être mobilisée pour s'opposer à toute atteinte à son territoire et pour briser le siège de Gaza et de la Cisjordanie.

Mais la résistance armée ne peut pas à elle seule conduire à la victoire : il faut la combiner avec une perspective de lutte de classe à l'intérieur même d'Israël. Il faut pour cela lutter pour la libération économique des travailleurs, contre la discrimination raciale que subissent les Arabes et les Juifs non blancs et pour la séparation de la religion et de l'État. Il ***faut*** faire le lien entre ces luttes et le combat pour briser l'obstacle principal à tout progrès social : l'oppression des Palestiniens par Israël. La tâche prioritaire des révolutionnaires en Israël est précisément de lutter pour que le mouvement ouvrier prenne fait et cause pour la libération palestinienne et lutte contre les dirigeants ouvriers sionistes.

Il est crucial que la lutte de classe dans les villes soit aussi portée à l'intérieur de l'armée israélienne, dans la perspective de la scissionner. L'ADI est majoritairement composée de conscrits qui sont obligés de faire leur service militaire. Si le service militaire n'est plus considéré comme vital pour la survie du peuple juif, si le coût de l'oppression du peuple palestinien devient trop important et si le conflit à l'intérieur d'Israël en arrive à un point de rupture, l'armée israélienne peut et va se fracturer.

Plus de 75 ans d'une histoire pleine de brutalités ont lié de façon inextricable le sort des Juifs israéliens et celui des Palestiniens. La libération de la Palestine nécessite de briser l'État sioniste, ce qui est impossible sans la libération de la classe ouvrière israélienne. Réciproquement, pour améliorer la situation économique, démocratique et sociale des travailleurs israéliens, et pour garantir leur existence même au Moyen-Orient, il faut mettre fin à l'oppression des Palestiniens, qui est le fondement même de l'État sioniste.

Comment vaincre l'impérialisme

Israël est soutenu par les États-Unis et par toutes les autres puissances impérialistes, comme on l'a vu à nouveau avec leur soutien inconditionnel à l'attaque contre Gaza. La libération des Palestiniens nécessite par conséquent une stratégie pour affronter et vaincre l'impérialisme au Moyen-Orient, et en fin de compte dans le monde entier. Mais les nationalistes en sont totalement incapables ; ils placent leurs espoirs dans l'ONU et la « communauté internationale » ou comptent sur les États arabes pour faire pression sur les États-Unis.

L'ONU est un nid de brigands impérialistes dominé par les États-Unis et les « grandes puissances », qui sont elles-mêmes responsables du dépeçage

Suite page 15